

EMPIRE
COMPANY LIMITED

RAPPORT ANNUEL 2000

AXÉS

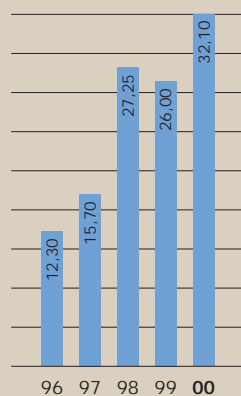
sur nos

FORCES

Axés sur nos forces

La transition soignée d'Empire au cours des deux derniers exercices a permis à la Société de se concentrer sur ses forces comme jamais. L'acquisition d'Oshawa et l'intégration réussie de notre division de distribution alimentaire ont créé un concurrent redoutable à l'échelle nationale, qui comprime les dépenses, modernise ses activités et perfectionne le service à la clientèle. La cession imminente de sa participation de 25 % dans Hannaford Bros. Inc. permettra à Empire de soutenir la croissance et le développement de ses activités principales tout en renforçant un bilan déjà sain.

Rendement des actions
Actions de catégorie A d'Empire ⁽¹⁾
(montant par action)



⁽¹⁾ Cours de clôture pour l'exercice terminé le 30 avril.

Depuis les cinq dernières années, les actions de catégorie A d'Empire affichent un rendement annualisé de 20 % comparativement à celui du TSE-300 de 16,9 %.

Profil de la Société

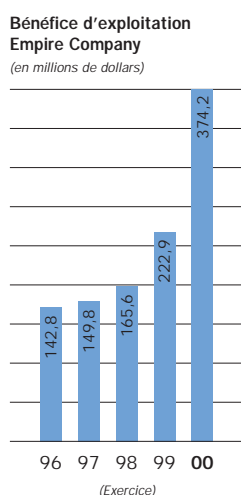
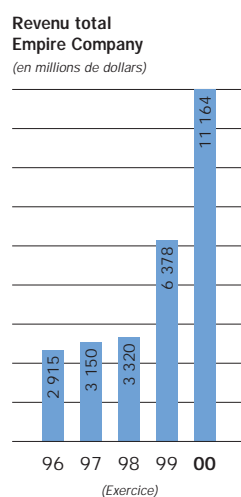
Empire Company Limited est une société canadienne diversifiée dont le siège social est situé à Stellarton (Nouvelle-Écosse) et dont les activités principales touchent la distribution alimentaire, l'immobilier et les placements. Nous suivons des principes commerciaux prudents en vue d'atteindre notre objectif, qui consiste à offrir aux actionnaires une plus-value à long terme grâce à la croissance du bénéfice, des flux de trésorerie et de l'appréciation des capitaux propres. Nous y arrivons au moyen de la propriété directe et de la participation au capital d'entreprises qui offrent un potentiel de croissance et de rentabilité à long terme. Empire s'engage à examiner régulièrement le rendement de ses sociétés et à évaluer le contexte dans lequel elles évoluent, leur gestion et leur exploitation pour veiller à ce qu'elles soient compatibles avec sa philosophie de placement.

Table des matières

Faits financiers saillants	1
Aperçu d'Empire	2
Lettre aux actionnaires	4
Axés sur nos forces	7
Distribution alimentaire	8
Immobilier	11
Placements et autres activités	13
Commentaires de la direction et analyse de la situation financière	14
Rapport de la direction et des vérificateurs	25
États financiers	26
Notes afférentes aux états financiers consolidés	29
Examen financier des onze derniers exercices	38
Renseignements sur la Société et ses administrateurs	39
Renseignements à l'intention des investisseurs	40
Énoncé de mission, régie d'entreprise et engagement envers la collectivité	Troisième de couverture

Faits financiers saillants

- Les revenus ont augmenté de 75 % pour passer à 11,16 milliards de dollars. La raison principale de cette augmentation découle du fait que les résultats portent sur un exercice complet d'exploitation combinée Sobeys-Oshawa par opposition à 22 semaines l'exercice précédent.
- Le bénéfice d'exploitation est à la hausse de 68 %, totalisant 374 millions de dollars.
- Le bénéfice avant les gains en capital net et autres éléments ont atteint 84,7 millions de dollars, soit une augmentation de 41 %.



(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	2000	1999	Variation
Exploitation			
Revenus	11 164,5	6 377,6	75,1 %
Bénéfice d'exploitation	374,2	222,9	67,9 %
Bénéfice avant les gains en capital nets et autres éléments	84,7	60,0	41,2 %
Gains en capital après impôts	2,1	24,1	(91,3 %)
Autres éléments	-	50,8	-
Bénéfice net	86,8	135,0	(35,7 %)
Fonds provenant de l'exploitation ⁽¹⁾	297,0	161,5	83,9 %
Situation financière			
Total de l'actif	4 171,1	4 023,5	3,7 %
Avoir des actionnaires	602,8	737,7	(18,3 %)
Données par action			
Bénéfice avant l'amortissement de l'écart d'acquisition, les gains en capital nets et autres éléments	2,52	1,71	47,4 %
Bénéfice avant les gains en capital nets et autres éléments	2,20	1,55	41,9 %
Gains en capital après impôts	0,05	0,65	(92,3 %)
Autres éléments	-	1,35	-
Bénéfice net	2,25	3,55	(36,6 %)
Fonds provenant de l'exploitation ⁽²⁾	7,86	4,31	82,4 %
Valeur comptable	17,45	18,06	(3,4 %)
Dividendes	0,2800	0,2725	2,8 %
Cours des actions			
Haut	33,95	32,55	
Bas	24,65	25,00	
Clôture	32,10	26,00	23,5 %

(1) Fonds provenant de l'exploitation avant les charges de réorganisation, la variation nette des autres éléments courants et après les dividendes privilégiés.

(2) Avant les charges de réorganisation.

Aperçu d'Empire



Distribution alimentaire

Sobeys Inc., filiale à 61 % d'Empire, est le deuxième plus grand distributeur alimentaire au Canada et l'un des plus importants en Amérique du Nord avec un chiffre d'affaires annuel de plus de 11 milliards de dollars. Grâce à ses 1 371 magasins de vente au détail répartis dans dix provinces et regroupés sous les bannières *IGA*, *Sobeys*, *Foodland*, *Food Town* et *Price Chopper*, à ses milliers de clients grossistes, à son réseau de distribution de détail de la Société et franchisé présent dans dix provinces, et à *SERCA*, seul distributeur au service des établissements alimentaires à l'échelle nationale, Sobeys réalise des économies d'échelle sans précédent et profite de nombreuses possibilités de croissance dans une industrie dont la tendance est à la consolidation.



Immobilier

La division de l'immobilier d'Empire gère l'un des plus importants portefeuilles de propriétés de détail de choix au Canada atlantique grâce à ses filiales en propriété exclusive, soit Atlantic Shopping Centres Limited (ASC) et Sobey Leased Properties Limited (SLP). Le portefeuille de SLP vise surtout à soutenir les activités de détail, tandis que celui de ASC est plus diversifié et se compose de centres commerciaux à construction fermée. La division de l'immobilier détient et gère 12 millions de pieds carrés de superficie commerciale.



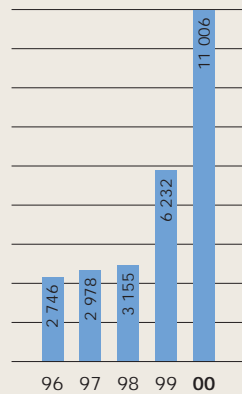
Placements

Empire gère un portefeuille de placements de plus d'un milliard de dollars, le plus important placement en fin d'exercice étant une participation de 25 % dans Hannaford Bros. Co. Après la fin de l'exercice, Empire compte se départir de sa participation dans Hannaford moyennant une contrepartie totale légèrement supérieure à un milliard de dollars canadiens.

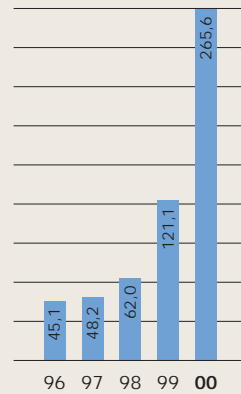
Les autres activités d'Empire sont réalisées par l'entremise d'Empire Theatres, le plus grand exploitant de salles de cinéma au Canada atlantique, détenant 117 écrans répartis dans 19 emplacements.

Principaux événements

**Revenus
Distribution alimentaire**
(en millions de dollars)

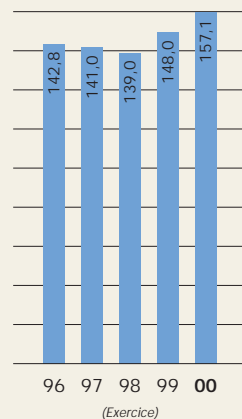


**Bénéfice d'exploitation
Distribution alimentaire**
(en millions de dollars)

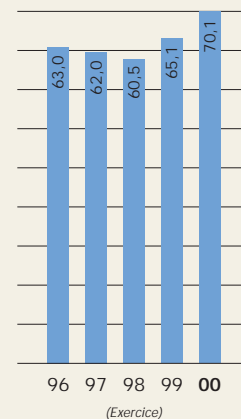


- La Société a dépassé les 35 millions de dollars en synergies d'intégration et poursuit son objectif d'atteindre un total de 70 millions de dollars en économies annuelles d'ici la fin de l'exercice 2001.
- Sobeys a remboursé 117,7 millions de dollars de dette à long terme au cours de l'exercice 2000.
- L'intégration du programme de marques maison est maintenant terminée et les gammes *Nos compliments* et *Choix Extra* comptent maintenant 60 % plus d'articles.
- Nous avons achevé la mise en place, au Canada atlantique, du système SAP, système informatique de gestion à l'échelle de l'entreprise.
- Nous avons construit 48 magasins nouveaux ou de remplacement et agrandi ou modernisé 103 autres magasins au cours de l'exercice 2000.

**Revenus
Immobilier**
(en millions de dollars)

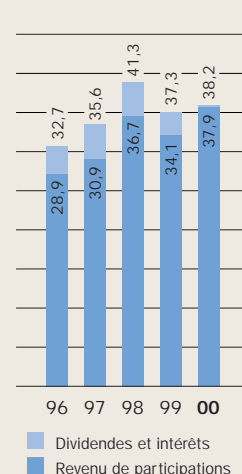


**Bénéfice d'exploitation
Immobilier**
(en millions de dollars)

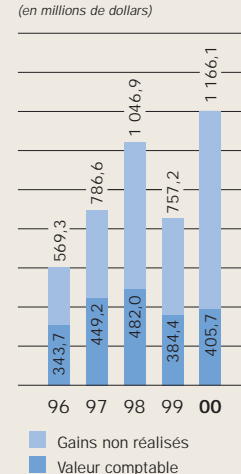


- Des taux d'occupation stables et l'augmentation des taux moyens de location ont contribué à des revenus et à un bénéfice d'exploitation records au cours de l'exercice 2000.
- Parmi les principaux projets au cours de l'exercice 2000, on retrouve : la construction d'un cinéma de douze salles appelé Studio 12 pour Empire Theatres Limited dans le centre commercial Avalon Mall, à St. John's (Terre-Neuve), l'achèvement d'un magasin Zellers de 100 000 pieds carrés à New Minas (Nouvelle-Écosse), la construction d'un nouveau magasin d'alimentation Sobeys au centre commercial Sydney Shopping Centre, en Nouvelle-Écosse et le réaménagement du centre commercial Fundy Trail Mall, à Truro (Nouvelle-Écosse).

Revenus de placement
(en millions de dollars)



**Valeur marchande
des placements**
(en millions de dollars)



- Après la fin de l'exercice, nous prévoyons nous départir de notre participation de 25 % dans Hannaford Bros. Co. moyennant une contrepartie totale de plus d'un milliard de dollars canadiens. Le produit total de la cession de Hannaford devrait être d'environ 500 millions de dollars américains en espèces et 11,7 millions d'actions ordinaires de catégorie A de Delhaize America Inc.
- Le produit de la cession de Hannaford est prévu être réparti de manière à : (i) retenir des actions ordinaires de catégorie A de Delhaize; (ii) rembourser 365 millions de dollars en emprunts bancaires; et (iii) conserver un portefeuille de placements liquides en vue de stimuler la croissance et la mise en valeur de nos activités principales.
- Empire Theatres a de nouveau affiché des revenus, un bénéfice d'exploitation et un bénéfice net records pour l'exercice.

Lettre aux actionnaires

L'exercice 2000 s'est avéré en tous points de vue le meilleur exercice d'Empire. Nous avons réalisé des revenus, un bénéfice d'exploitation et des flux de trésorerie sans précédent, tout en jetant les fondations pour stimuler la croissance et la mise en valeur de nos activités principales dans les années à venir.



Paul D. Sobey,
président et chef de la direction

Le thème du rapport annuel de l'exercice dernier, « Un nouveau moteur de croissance », reflétait l'acquisition du Groupe Oshawa limitée en décembre 1998 et la réintégration de Sobeys Inc. dans le marché public. En effet, Sobeys a terminé son premier exercice complet depuis cette acquisition et c'est avec plaisir que nous signalons que nous avons dépassé nos propres attentes grâce à de grandes améliorations en matière d'exploitation et à la réalisation de tous les principaux objectifs associés à l'intégration efficace des activités des anciennes entités Sobeys/Oshawa. Mais surtout, nous avons réussi à positionner Empire de façon à favoriser sa croissance à long terme au sein de son activité principale de distribution alimentaire.

À l'appui de cet objectif, le 3 mai 1999, Empire a informé Hannaford Bros. Co. qu'elle ne prolongerait pas le « pacte de non agression » régissant sa participation de 25 % dans cette société. La raison en est très simple : cette décision nous fournit la souplesse accrue dont nous avons besoin pour réaliser la valeur propre de notre investissement. Des événements ultérieurs ont justifié cette décision.

Comme nous l'avons déjà annoncé, le 17 août 1999, Delhaize America Inc. (anciennement Food Lion) et Hannaford ont passé une entente de fusion en vertu de laquelle Delhaize fera l'acquisition de toutes les actions ordinaires de Hannaford. La cession de notre participation de 25 % dans Hannaford devrait avoir lieu après la fin de l'exercice. Empire touchera environ 500 millions de dollars américains en espèces et 11,7 millions d'actions ordinaires de catégorie A de Delhaize America Inc., pour une contrepartie totale de plus d'un milliard de dollars canadiens.

Empire a investi pour la première fois dans Hannaford en 1979. Nous avons connu une relation cordiale et prospère au cours des 21 dernières années. Nous tenons à souhaiter à la direction et aux employés de Hannaford beaucoup de succès.

AXÉS SUR NOS FORCES Grâce au produit de la cession de Hannaford, nous pourrions continuer de nous concentrer sur nos points forts. Nous rembourserons 365 millions de dollars de dette à court terme afin d'améliorer notre marge de manœuvre financière. Empire a contracté des emprunts bancaires de 220 millions de dollars afin de racheter 6,5 millions de ses actions ordinaires de catégorie A. Le solde du produit en espèces de la cession sera placé dans un portefeuille de placements négociables de grande qualité afin de fournir diversification et liquidités tout en stimulant la croissance et la mise en valeur de notre secteur de la distribution alimentaire et les activités connexes.

L'investissement dans Delhaize America Inc. figurera donc dans notre portefeuille à titre de placement. Il faut souligner que la valeur marchande de cet investissement équivaut sensiblement à la participation que nous détenions dans Hannaford en 1994.

À plus longue échéance, Empire repérera des entreprises dans lesquelles il sera bon d'investir afin d'en retirer une valeur réelle, directement ou par l'entremise de filiales. Nous avons entrepris une analyse minutieuse de tous les aspects de nos activités afin de déterminer quelle est la meilleure façon d'employer désormais nos ressources. Ce processus sera terminé au cours de l'exercice 2001 et, comme toujours, notre orientation stratégique sera guidée par des principes commerciaux prudents dans le but d'accroître l'avenir à long terme des actionnaires grâce à l'augmentation des revenus, des flux de trésorerie et des capitaux propres.



Donald R. Sobey,
président du Conseil

LES AVANTAGES DE L'INTÉGRATION Sobeys a fait des progrès marquants en ce qui concerne l'intégration des activités de l'ancien Groupe Oshawa. Dans le rapport annuel de l'exercice dernier, la société prévoyait des économies annuelles d'intégration de l'ordre de 35 millions de dollars pour chacun des exercices 2000 et 2001. Un an plus tard, nous sommes très heureux d'annoncer que Sobeys a dépassé son objectif grâce à la consolidation des achats, à une gestion plus efficace de la chaîne d'approvisionnement et à des programmes de merchandising intégrés. Sobeys estime réaliser des économies annuelles de plus de 70 millions de dollars d'ici la fin de l'exercice 2001.

Sobeys a investi considérablement dans son infrastructure afin de continuer sur sa lancée. Au Canada atlantique, on a procédé à la mise en place d'un système informatique de gestion SAP; l'installation à l'échelle de l'entreprise partout au Canada sera terminée au cours du prochain exercice. Un système évolué de gestion d'entrepôt, totalement intégré au SAP, a été instauré dans les établissements de la Société au Canada atlantique. Ce système a également été installé dans deux centres de distribution alimentaire dernier cri dans la région métropolitaine de Toronto.

L'attention consacrée par Sobeys à l'investissement dans son infrastructure n'a pas été faite au détriment des magasins de détail. Au cours de l'exercice 2000, la somme de 386 millions de dollars, provenant de la Société, de franchisés et de financement par des tiers, a été investie, dont une tranche de 270 millions de dollars a servi à mettre en valeur le réseau de détail. L'exercice prochain, on estime que l'investissement total sera de l'ordre de 641 millions de dollars, dont une tranche de 505 millions de dollars sera directement attribuée à des projets de magasins de détail.

Sobeys exploite aussi *SERCA*, seul distributeur de produits alimentaires à l'échelle du Canada, qui approvisionne les restaurants et autres établissements en produits d'épicerie, fruits et légumes et viande. Ce secteur de l'économie croît à un rythme sain et *SERCA* compte donc tirer profit de sa position de tête. Au cours de l'exercice, nous avons entrepris la construction d'un entrepôt de distribution de 265 000 pieds carrés à Mississauga (Ontario), ce qui permettra de réduire le nombre de centres de distribution dans la province de onze à cinq une fois les travaux achevés à l'automne 2000.

SOLIDITÉ A L'ÉCHELLE DE L'ENTREPRISE La division de l'immobilier affiche encore une fois des résultats excellents pour l'exercice 2000. Grâce à une forte croissance économique au Canada atlantique, aux actions remarquables de la direction, à une équipe de location de pointe et aux efforts de tous les employés, nous avons enregistré de nouveaux résultats records en matière de revenus, de bénéfice d'exploitation et de bénéfice net.

À la suite du désinvestissement dans Hannaford, notre participation de 48 % dans Wajax est le seul placement comptabilisé à la valeur de consolidation de notre portefeuille. L'une des plus grandes sociétés de distribution de matériel, la contribution de Wajax au bénéfice d'Empire pour l'exercice 2000 a augmenté d'un million de dollars grâce à une meilleure gestion de l'actif et à un meilleur contrôle des coûts.

Parmi les autres activités, on compte Empire Theatres, qui a connu un très bon exercice. Empire Theatres est le plus grand exploitant de salles de cinéma au Canada atlantique, détenant 117 écrans répartis dans 19 emplacements. Au cours de l'exercice, la société a ouvert trois nouveaux cinémas, y compris un cinéma de douze salles au centre commercial Avalon Mall, à St. John's (Terre-Neuve).

RÉSULTATS FINANCIERS Les revenus consolidés ont augmenté de 75 % pour passer de 6,4 milliards de dollars l'exercice dernier à 11,2 milliards de dollars. Si nous avions tenu compte des activités d'Oshawa dans nos résultats pour les 12 mois de l'exercice 1999, les revenus auraient tout de même affiché une hausse considérable de 7,6 %. Ce résultat découle de la croissance soutenue des divisions de la distribution alimentaire, de l'immobilier et des salles de cinéma.

Le bénéfice d'exploitation a atteint 374,2 millions de dollars pour l'exercice 2000, soit une augmentation de 151 millions de dollars par rapport à l'exercice 1999. Cette augmentation est en grande partie attribuable au fait que l'on a tenu compte des résultats des activités d'Oshawa pendant 12 mois plutôt que 22 semaines comme lors de l'exercice 1999.

Le bénéfice avant l'amortissement de l'écart d'acquisition, les gains en capital nets et autres éléments a augmenté de 47 % pour passer à 96,7 millions de dollars (2,52 \$ par action) pour l'exercice 2000. Le bénéfice net avant les gains en capital nets et autres éléments affichaient une avance de 41 % pour atteindre des chiffres records de 84,7 millions de dollars (2,20 \$ par action) comparativement à 60 millions de dollars (1,55 \$ par action) l'exercice précédent.

L'EXERCICE A VENIR Quoique l'exercice 2000 se soit révélé le meilleur exercice jusqu'à maintenant, nous croyons que le meilleur reste à venir. En effet, nous nous attendons à ce qu'Empire connaisse une croissance record en termes de flux de trésorerie et de bénéfice en l'exercice 2001. Nous anticipons une croissance économique au Canada de plus de 4 % au cours des 12 prochains mois et, dans le cadre de cette conjoncture favorable, les données fondamentales de chacune de nos activités sont solides et stables.

Le produit du désinvestissement dans Hannaford est une source de fonds qui nous permettra de réduire la dette et de continuer à investir dans des activités connexes et d'autres occasions qui bonifient la valeur des actionnaires. En même temps, nous disposerons de ressources plus qu'adéquates pour financer la croissance et le développement de nos activités principales.

L'EFFECTIF D'EMPIRE Notre essor durant le dernier exercice est le résultat direct du dévouement des plus de 34 000 employés d'Empire et des sociétés connexes. Grâce à leurs efforts, nous avons réussi à continuer de répondre aux besoins de notre clientèle tout en positionnant la Société de façon à favoriser la croissance à long terme du bénéfice et de la valeur des actionnaires.

Nous tenons ici à souligner la contribution de Tom Bleasdale, qui prendra sa retraite du Conseil d'administration en septembre. La présence de M. Bleasdale a été d'une grande valeur pour Empire au cours des six derniers exercices et nous le remercions sincèrement de ses conseils et de son orientation.

En décembre 1999, nous avons accueilli Paul Beesley à titre de vice-président principal et chef des services financiers d'Empire. M. Beesley compte considérablement d'expérience en matière de gestion financière. Tout récemment, il était vice-président et chef des services financiers du quotidien The Globe & Mail. Il remplace Allan Rowe, qui consacre désormais toute son attention à Sobeys Inc. à titre de vice-président directeur et chef des services financiers.

Enfin, au nom du Conseil d'administration, nous tenons à remercier nos clients et nos actionnaires dont le soutien est essentiel à la réussite d'Empire.

Le président et chef de la direction,

Le président du Conseil,

(signé) Paul D. Sobey

(signé) Donald R. Sobey

Paul D. Sobey

Donald R. Sobey



Axés *sur nos* forces



Chez Empire, nous jouons traditionnellement sur les forces principales de la Société pour créer de la plus-value. Notre approche comporte trois responsabilités de base : (1) assurer la meilleure gestion possible des entreprises que nous détenons ou dans lesquelles nous investissons; (2) répartir le capital de façon à maximiser la création d'une plus-value durable à long terme; et (3) surveiller continuellement le rendement et le potentiel de nos activités pour nous assurer que nous atteignons nos objectifs.

L'acquisition d'Oshawa en décembre 1998 s'est avérée conforme à cette approche. Aujourd'hui, nous détenons la participation majoritaire dans le deuxième plus grand distributeur alimentaire au Canada, dont le chiffre d'affaires à l'échelle nationale s'élève à 11 milliards de dollars. Notre taille est une force vitale au sein d'une industrie qui a tendance à se mondialiser. Entre-temps, la direction de Sobeys continue d'améliorer notre rendement sur cet investissement en réalisant les synergies promises dans le rapport de l'exercice dernier.

Une autre force clé de la Société est l'approche sobre qu'elle a envers la gestion financière, illustrée par les principes comptables prudents adoptés et les niveaux traditionnellement bas de sa dette nette. Quoique le ratio dettes/capital ait augmenté par rapport à l'exercice précédent, surtout en raison d'emprunts bancaires destinés à financer le rachat de 5,5 millions d'actions ordinaires de catégorie A d'Empire en mars 2000, la cession imminente de Hannaford Bros. Co. pour une somme estimée à un milliard de dollars a solidifié et assoupli la position financière d'Empire comme jamais auparavant. Aujourd'hui, nous avons la capacité de soutenir la croissance et la mise en valeur de notre activité principale de distribution alimentaire tout en améliorant considérablement un bilan financier déjà sain.

Distribution alimentaire

L'intérêt d'Empire pour la distribution alimentaire se traduit par une participation de 61 % dans Sobeys Inc., deuxième plus important distributeur alimentaire au Canada en matière de chiffre d'affaires, de nombre de supermarchés et de présence géographique et le seul distributeur de produits alimentaires à l'échelle nationale.



Les dépenses en immobilisations de Sobeys à l'échelle de la Société, y compris les contributions des franchisés et le financement par des tiers, ont atteint un chiffre record de 386 millions de dollars.

RÉSULTATS RECORDS C'est la première fois que les revenus de Sobeys ont atteint la somme de 11 milliards de dollars, une hausse de 77 % par rapport à l'exercice précédent. L'exercice 2000 comprend les résultats de 12 mois complets des activités de l'ancien Groupe Oshawa comparativement à 22 semaines pour l'exercice précédent. Sobeys est parvenue à s'acquitter de la tâche complexe de fusionner deux grandes entreprises tout en affichant une augmentation comparable des ventes s'élevant à 2,6 %, soit 2,2 points en sus de l'inflation du prix des produits alimentaires.

Le bénéfice d'exploitation, avant les charges de réorganisation et d'intégration de l'exercice dernier, a augmenté de 136 % pour passer à 176,7 millions de dollars, surtout en raison de l'inclusion d'un exercice complet des activités d'Oshawa ainsi que des nouvelles économies d'échelle de la Société et autres synergies d'intégration qui ont été mises en place au cours de l'exercice. Comparativement, le bénéfice avant l'amortissement de l'écart d'acquisition, qui reflète plus précisément la capacité continue de l'entreprise à engendrer du profit, a atteint un chiffre record de 99,2 millions de dollars. Le bénéfice net s'est élevé à 80,2 millions de dollars. Il est prévu que la croissance solide du bénéfice se poursuivra au fur et à mesure que des améliorations continueront d'être apportées au processus de gestion de la Société et à l'occasion d'économiser davantage grâce à l'intégration.

ÉCONOMIES D'INTÉGRATION EN AVANCE SUR L'OBJECTIF Jusqu'à maintenant, Sobeys a dépassé son objectif initial de 35 millions de dollars en économies pour l'exercice 2000. Cette somme provient en grande partie d'un pouvoir d'achat amélioré ainsi que de nombreuses occasions d'amélioration en matière de marchandisage et de gestion de la chaîne d'approvisionnement. La Société maintient le cap afin d'atteindre une réduction cumulative de 70 millions de dollars de ses frais d'exploitation annuels d'ici la fin de l'exercice en cours.

UN BILAN PLUS SOLIDE Entre-temps, Sobeys a fait beaucoup de progrès en ce qui concerne la solidification de son bilan. En effet, Sobeys a remboursé 117,7 millions de dollars en dette à long terme au cours du dernier exercice malgré la mise en place du plus important programme d'immobilisations que la Société a jamais entrepris. Le ratio d'endettement de la Société s'est amélioré pour passer à 1.1:1 par rapport à 1.5:1 l'exercice précédent.

UN PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS AMBITIEUX Tandis que l'acquisition d'Oshawa offrait des possibilités considérables pour faire baisser les coûts par le biais de la consolidation, ses avantages à long terme sont beaucoup plus prometteurs. À titre de l'un des deux principaux joueurs au sein d'une industrie qui se consolide rapidement, Sobeys est bien positionnée pour réaliser un bénéfice appréciable grâce à l'expansion et à la modernisation de ses activités. Au cours de l'exercice 2000, Sobeys a consacré 270 millions de dollars à l'expansion et à la modernisation de ses réseaux de magasins et de distribution. Les dépenses en immobilisations de la Société, y compris les contributions des franchisés et le financement par des tiers, ont totalisé 386 millions de dollars.

Comme prévu, la plus grande partie de l'activité d'investissement était concentrée sur l'Ontario où les investissements faits par le passé n'ont pas suivi ceux des autres régions géographiques de la Société. Au cours de l'exercice, on a achevé dans la région de l'Ontario l'agrandissement du centre de distribution de Milton et la construction d'une installation semblable de 420 000 pieds carrés à Whitby. Ces installations ne dépassent plus les températures



Le format « hypermarché » de Sobeys sert les clients pressés grâce à des rayons offrant des mets préparés et des services de pharmacie, bancaires et de nettoyage à sec.

multiples remplacent trois installations plus anciennes et devraient contribuer à faire des économies annuelles de 14 millions de dollars en frais de distribution tout en perfectionnant de façon appréciable la logistique d'approvisionnement. Un nouvel entrepôt de 265 000 pieds carrés pour *SERCA*, distributeur alimentaire de la Société, achèvera la consolidation du réseau de distribution de l'Ontario, en faisant passer le nombre d'installations de onze à cinq, et en offrant à la clientèle ontarienne de *SERCA* une manipulation minutieuse des produits destinés à la consommation.

En même temps, Sobeys a commencé à agrandir et à améliorer sa chaîne de magasins, surtout en Ontario. Au cours de l'exercice 2000, Sobeys a achevé la construction de 48 magasins nouveaux ou de remplacement et a agrandi ou modernisé 103 autres locaux surtout en vue de soutenir les bannières *IGA*, *Sobeys* et *Price Chopper*.

L'exercice prochain, lorsque le nouveau réseau moderne de distribution sera en place partout au pays, nous continuerons d'investir sérieusement dans le réseau de magasins Sobeys. La Société a réservé un total de 641 millions de dollars aux dépenses à l'échelle de la Société, soit environ 6 % des ventes, dont plus de 78 % seront consacrés au réseau de magasins.

Les activités de construction devraient comprendre 52 nouveaux magasins, le remplacement ou l'agrandissement de 22 autres magasins et plus de 600 projets de rénovation. Encore une fois, la majorité de notre investissement sera axée sur les bannières *IGA*, *Sobeys* et *Price Chopper* dans le cadre de la stratégie de bannières multiples de la Société.

UNE BANNIÈRE POUR CHAQUE SEGMENT DE MARCHÉ La stratégie de bannières multiples de Sobeys vise à déployer chacune des bannières de la Société dans une relation de complémentarité qui maximise les ventes et la rentabilité de chaque marché tout en minimisant la concurrence directe entre ses propres activités. La réussite de cette stratégie repose sur l'offre de propositions de valeur distincte à chaque segment de marché.

Ainsi, un nombre croissant des 133 magasins *Sobeys* de la Société sont des supermarchés pleine grandeur destinés aux clients qui exigent une grande variété de produits avec service intégral dans un cadre moderne et agréable. Couvrant plus de 60 000 pieds carrés, ce format « hypermarché » offre des produits frais de la ferme, des boulangeries générales, des mets préparés complets et des services de pharmacie, de nettoyage à sec et bancaires, par exemple.

Les 545 magasins *IGA* de la Société visent à répondre aux besoins des banlieues et des collectivités de taille moyenne. Comptant plus de 15 000 à 45 000 pieds carrés, *IGA* est une bannière regroupant des magasins de « quartier » dont l'accent est sur les produits frais et le genre de service personnalisé qui plaît aux clients avertis. Au cours de l'exercice précédent, la modernisation du réseau *IGA* comprenait l'agrandissement du format *Garden Market*, qui se concentre sur l'attrait des rayons des produits frais dans 72 magasins.

Price Chopper revêt un format de « magasin à rabais » sur une superficie de 20 000 à 40 000 pieds carrés visant à répondre aux besoins des consommateurs les plus sensibles aux prix dans de grands ou moyens marchés urbains. Cette bannière offre une gamme complète de rayons et réussit à offrir des prix sous la normale des supermarchés traditionnels grâce à une conception fonctionnelle et à une approche d'exploitation à faible coût.

De plus, la Société joint les marchés ruraux par l'entremise de bannières telles que *Foodland*, *Knechtel*, *Food Town* et *Les Marchés Tradition*. Nous servons aussi le marché distinct des dépanneurs par le biais de magasins tels que *Green Gables*, *Needs* et *Boni Choix*, ainsi que de centaines de magasins affiliés et d'exploitants indépendants à l'échelle du Canada.

SYSTÈMES DE SOUTIEN PLUS FORTS Au cours du dernier exercice, Sobeys a appuyé de façon appréciable la mise en valeur de chacune des bannières susmentionnées. Comme prévu, la technologie y a joué un rôle clé. Le nouveau système d'information SAP à l'échelle de l'entreprise, conçu conjointement avec IBM, est maintenant fonctionnel au Canada atlantique où

il permet l'exécution d'un nombre important d'initiatives d'achat, de marchandisage, de comptabilité et de gestion de la chaîne d'approvisionnement. Le système sera mis en place au Québec, en Ontario et dans l'ouest du Canada dans les douze prochains mois. La conversion du système de la division alimentaire est prévue pour 2002.

GESTION DES CATEGORIES L'un des plus importants avantages du réseau à l'échelle de l'entreprise est le type d'information qui aide le programme de gestion des catégories de la Société. De plus, grâce à la technologie installée sur le lieu de vente dans beaucoup d'établissements, les chefs de catégorie sont mieux en mesure de suivre les préférences et les habitudes d'achat des consommateurs. Bref, la gestion des catégories nous permet de voir les choses du point de vue des consommateurs. Nous obtenons une structure qui nous permet de mettre en perspective l'incidence de toutes les décisions d'achat et de marchandisage dans le contexte du comportement probable des consommateurs.

Nous avons conçu et mis en place des plans de catégorie pour toutes les bannières au Canada atlantique. Les résultats sont positifs jusqu'à maintenant. Nous estimons que le programme, qui comportera plus de 250 catégories, sera mis en place sur une période de deux ans.

MEILLEURE LOGISTIQUE La technologie évoluée joue aussi un rôle dans bien d'autres initiatives visant à améliorer la productivité. Ainsi, la Société a profité de la modernisation du réseau d'entrepôts de Sobeys pour installer un logiciel évolué EXE de gestion de la logistique. Ce logiciel, qui peut être facilement intégré au système d'information général de Sobeys, achemine automatiquement les produits dans l'entrepôt et y suit leur déplacement, ce qui donne pour résultat une production plus rapide à moindre coût.

Au cours du dernier exercice, Sobeys a relevé le défi de consolider ses programmes de marques maison pour en choisir les meilleures et économiser du même coup des millions de dollars en frais d'acquisition annuels.

MEILLEURE VALEUR Bien que l'économie d'échelle soit un volet important de la plus-value offerte, Sobeys continue tout de même de mettre au point de nouveaux produits et services à l'intention de sa clientèle. L'un des meilleurs exemples est le programme de marques maison de la Société. Au cours du dernier exercice, Sobeys a relevé le défi de consolider ses programmes de marques maison pour choisir les meilleures marques de chacun tout en offrant une meilleure valeur aux consommateurs. Dès la fin de l'exercice, Sobeys avait étendu les programmes *Nos compliments* et *Choix Extra* de 60 % et regroupait un total de 2 369 articles.

Bien que les consommateurs apprécient un degré de qualité équivalent à celui des marques nationales, ou encore meilleur, mais à moindre coût, un programme de marques maison prospère se traduit, pour Sobeys, par des marges améliorées et des produits uniques en leur genre. La Société estime qu'il y a une possibilité de croissance considérable dans les marques maison et prévoit lancer plus de 1 000 articles au cours des deux prochains exercices.

UN DISTRIBUTEUR AU SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS ALIMENTAIRES À L'ÉCHELLE NATIONALE Les Services alimentaires *SERCA*, filiale de Sobeys, a affiché des résultats financiers records au cours du dernier exercice tout en solidifiant sa position à titre de plus grand distributeur de produits à l'intention des services alimentaires au Canada et le seul à l'échelle nationale. Principalement en raison de l'inclusion des résultats de 12 mois d'activités d'Oshawa, les revenus ont atteint 96 % pour passer à 2,1 milliards de dollars et le bénéfice d'exploitation a augmenté de 92 % pour atteindre 33,8 millions de dollars. À la suite de l'intégration de l'ancienne division de services alimentaires, de la consolidation et de la modernisation du réseau de distribution de l'Ontario et de l'expansion du programme de marques maison, *SERCA* n'a jamais été aussi bien positionnée pour répondre aux besoins de sa clientèle d'un océan à l'autre.

Immobilier

Le portefeuille immobilier de 12 millions de pieds carrés d'Empire fournit à la Société de nombreux avantages importants, y compris la stabilité du bénéfice et la diversification. Au cours de l'exercice 2000, la division de l'immobilier a réalisé un bénéfice d'exploitation record de 70,1 millions de dollars, soit une augmentation de 8 % par rapport à l'exercice précédent.



Plus de 30 pour cent de la superficie totale de la division de l'immobilier est louée à des sociétés apparentées à Empire.

VALEUR STRATÉGIQUE DE LA DIVISION DE L'IMMOBILIER Quoique le portefeuille de la division de l'immobilier soit un excellent investissement en soi, il aide aussi à créer des synergies considérables au sein d'Empire et de ses sociétés apparentées. Pour la division de l'immobilier, cela se traduit par des locataires-clés de grande qualité et une source stable de revenus et de flux de trésorerie. Pour nos divisions de vente au détail, il offre la souplesse d'agrandir ou de modifier les propriétés en fonction de l'évolution du marché.

Les actifs immobiliers d'Empire sont détenus et gérés par le biais de deux filiales en propriété exclusive, à savoir Atlantic Shopping Centres Limited (ASC) et Sobeys Leased Properties Limited (SLP). À titre de plus grande société immobilière au Canada atlantique, ASC est axée sur l'acquisition, la mise en valeur et la gestion de centres commerciaux à construction fermée, d'édifices à bureaux et de surfaces de vente au détail à vocation multiple. Quant à SLP, elle voit à l'acquisition, à la mise en valeur et au financement de surfaces de détail de premier plan pour des magasins Sobeys autonomes ainsi que les centres commerciaux annexes. Le portefeuille immobilier se compose de 84 % de surface pour magasins de détail et de 16 % pour bureaux.

Au cours de l'exercice, la division de l'immobilier a aussi pris en main la gestion de tous les magasins alimentaires inactifs de l'ancien Groupe Oshawa et voit actuellement à la vente, entre autres, de ces éléments d'actif non stratégiques à travers le pays.

Grâce à la conjoncture économique soutenue au Canada atlantique, à la solidité continue du secteur immobilier commercial, à une saine gestion et à des employés dévoués, les deux filiales immobilières ont enregistré un rendement record pour l'exercice 2000.

ATLANTIC SHOPPING CENTRES (ASC) Le portefeuille immobilier de ASC se compose de 31 centres commerciaux, dont la superficie brute de location est de 5,9 millions de pieds carrés, et de 12 édifices à bureaux polyvalents d'une superficie brute de location de 1,6 million de pieds carrés.

Pendant l'exercice 2000, le rendement de ASC a bénéficié de la hausse soutenue des taux de location moyens. Les taux d'inoccupation sont demeurés relativement stables à 9,2 % comparativement à 8,9 % au dernier exercice. L'ouverture du centre d'appels de MTT le 1^{er} mai 1999 dans l'édifice Scotia Square, à Halifax, a aussi aidé les résultats de la Société. L'édifice Scotia Square renferme la plus grande concentration de centres d'appels et de traitement des données de la région. ASC loue, à Halifax et à Moncton, plus de 350 000 pieds carrés aménagés en centres d'appel à la Banque Canadienne Impériale de Commerce, à la Banque de la Nouvelle-Écosse, à Purolator et à ICT Group Incorporated, entre autres.

Les résultats de ASC ont aussi commencé à refléter une augmentation du revenu brut provenant des nouveaux contrats de location de nos centres commerciaux. Parmi les nouveaux locataires-clés principaux, on retrouve : *Zellers* aux centres commerciaux Sydney Shopping Centre et Amherst Centre, *Business Depot* aux centres commerciaux Fredericton Mall et Downsview Mall et *Sobeys* aux centres commerciaux County Fair Mall, Amherst Centre et Sydney Shopping Centre.

La division de l'immobilier a entrepris une série de nouvelles mises en valeur au cours de l'exercice, dont la transformation du centre commercial Fundy Trail Mall, à Truro (Nouvelle-Écosse) en un centre commercial à ciel ouvert, l'achèvement de travaux importants d'agrandissement d'un magasin *Zellers* à New Minas (Nouvelle-Écosse), l'achèvement d'un nouveau magasin d'alimentation *Sobeys* au Sydney Shopping Centre, à Sydney (Nouvelle-Écosse) et la construction d'un projet de 12 salles de cinéma pour *Empire Theatres* à Avalon Mall, à St. John's (Terre-Neuve).

Il est important de souligner que l'effondrement d'*Eaton* a très peu touché la Société. Le seul contrat de location *Eaton* figurant au portefeuille, celui de Highfield Square, à

Sobey Leased Properties, dont le portefeuille se compose principalement de magasins d'alimentation autonomes et de centres commerciaux annexes, affiche aussi des résultats records pour l'exercice 2000 grâce à la croissance soutenue du secteur de la distribution alimentaire.

Moncton (Nouveau-Brunswick), a été remplacé par un nouveau magasin *La Baie* peu après sa fermeture.

SOBEY LEASED PROPERTIES Sobey Leased Properties, dont le portefeuille se compose principalement de magasins d'alimentation autonomes et de centres commerciaux annexes, affiche aussi des résultats records pour l'exercice 2000. Les taux d'inoccupation ont décliné pour passer de 5,4 % l'exercice précédent à 4,4 % en raison de la reprise de l'activité de location.

Au cours du dernier exercice, la majorité de l'activité de construction de SLP était axée sur le Canada atlantique avec la création de 310 000 pieds carrés de surface destinée aux magasins de détail, y compris l'acquisition de deux centres commerciaux à St. John's (Terre-Neuve).

Grâce à l'instauration d'un réseau élaboré de distribution alimentaire dans les régions du centre et de l'ouest du Canada, SLP a la possibilité d'accroître ses activités de manière rentable. En effet, SLP a l'intention de continuer à soutenir l'expansion de *Sobeys* tant que ce sera avantageux du point de vue financier et stratégique.

Placements et autres activités

Le troisième secteur important des activités d'Empire, à savoir les placements et autres activités, a vu sa valeur marchande s'accroître considérablement au cours de l'exercice, principalement en raison de la cession imminente de notre participation de 25 % dans Hannaford Bros. Co. à Delhaize America, Inc.



Avec 117 écrans dans 19 établissements, Empire Theatres est le plus grand exploitant de salles de cinéma au Canada atlantique.

CESSION DE HANNAFORD A DELHAIZE AMERICA La cession de Hannaford est prévue engendrer plus d'un milliard de dollars (environ 500 millions de dollars américains en espèces et 11,7 millions d'actions ordinaires de catégorie A de Delhaize America). Par conséquent, Empire sera bien positionnée pour soutenir la croissance et le développement de ses secteurs d'activité principaux tout en conservant un intérêt considérable dans la distribution alimentaire aux États-Unis.

Notre participation imminente dans Delhaize America Inc. nous offre une autre occasion de mettre en valeur notre portefeuille au fur et à mesure que l'industrie se consolide au sud de nos frontières. Faisant partie du groupe belge Delhaize « The Lion » Group, Delhaize America Inc. deviendra le cinquième plus grand distributeur alimentaire aux États-Unis après sa fusion avec Hannaford.

WJAX LIMITED La participation de 48 % d'Empire dans Wjax Limited sera bientôt le seul placement comptabilisé à la valeur de consolidation dans le portefeuille de la Société. Wjax vend des pièces et des services d'entretien après vente d'équipement mobile, de composantes industrielles et de moteurs diesel grâce à un réseau étendu de succursales à travers le Canada et le nord-ouest des États-Unis.

Pour son exercice terminé le 31 décembre 1999, Wjax enregistrait un bénéfice net de 4 millions de dollars par rapport à 9,5 millions de dollars l'exercice précédent. La rentabilité des secteurs principaux de Wjax a été touchée par les prix des marchandises relativement faibles qui ont perduré pendant une bonne partie de l'exercice 1999.

En ce qui concerne l'exercice en cours, nous croyons que Wjax est bien positionnée pour connaître une amélioration importante de son bénéfice. Des prix de marchandises à la hausse et la reprise du secteur des ressources naturelles au Canada sont de bonne augure pour la Société pour l'exercice à venir. De plus, l'équipe de gestion de la Société est plus que jamais axée sur la plus-value pour les actionnaires. En effet, elle gère plus efficacement le fonds de roulement et travaille à réduire la dette tout en positionnant la Société à la tête des secteurs d'activité connaissant le plus de croissance.

Empire a déjà commencé à récolter le bénéfice de ces initiatives, Wjax ayant contribué au cours de l'exercice 2000 un million de dollars de plus que l'exercice précédent au bénéfice d'Empire.

AUTRES ACTIVITÉS Les autres activités d'Empire sont réalisées par l'entremise d'Empire Theatres Limited, filiale en propriété exclusive et plus grand exploitant de salles de cinéma au Canada atlantique avec 117 écrans dans 19 établissements. En grande partie en raison d'une gestion serrée et des efforts soutenus de ses employés, Empire Theatres a continué de contribuer positivement aux résultats d'Empire au cours de l'exercice 2000, affichant des nouveaux records en matière de revenus, de bénéfice d'exploitation et de bénéfice net.

Empire Theatres continue de moderniser son réseau grâce à l'ouverture de trois nouveaux établissements au cours de l'exercice 2000, y compris un projet de 12 salles de cinéma à Avalon Mall, à St. John's (Terre-Neuve). Les mises en valeur prévues pour l'exercice 2001 comprennent l'ouverture d'un nouveau projet de salles de cinéma appelé « Studio 5 » à Summerside (Île-du-Prince-Édouard) et à Miramichi (Nouveau-Brunswick). D'autres ouvertures sont à venir.

Commentaires de la direction et analyse de la situation financière

La présente section du rapport annuel contient les commentaires de la direction et l'analyse de la situation financière de la société Empire Company Limited et de ses résultats financiers pour l'exercice terminé le 30 avril 2000, ainsi qu'une comparaison avec l'exercice terminé le 30 avril 1999. Dans le cadre de ces commentaires, nous analysons les perspectives de chaque secteur d'activité, la situation financière de la Société et l'incidence des risques. Ces commentaires doivent être lus avec les états financiers consolidés et les notes afférentes aux états financiers qui figurent aux pages 26 à 37.

Afin de comparer l'exercice 2000 à l'exercice 1999, il faut tenir compte du fait que les activités de distribution alimentaire d'Empire ont été exploitées par Sobeys Capital Inc., filiale en propriété exclusive d'Empire à ce moment-là, pendant les 30 premières semaines de l'exercice 1999. Depuis la réorganisation entrée en vigueur en décembre 1998 à la suite de l'acquisition du Groupe Oshawa Limitée (« Oshawa »), le secteur de la distribution alimentaire (y compris Sobeys Capital Inc. et Oshawa) est exploité par Sobeys Inc., qui appartient à Empire dans une proportion d'environ 61 %. Par conséquent, les résultats des 30 premières semaines de l'exercice 1999 reflètent le fait qu'Empire était le propriétaire exclusif de Sobeys Capital Inc., tandis que pour ce qui est des 22 dernières semaines de l'exercice 1999 et de la totalité de l'exercice 2000, Sobeys Inc. appartient à Empire dans une proportion de 61 %.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS Le bénéfice avant les gains en capital nets et autres éléments s'élevaient à 84,7 millions de dollars pour l'exercice 2000, une augmentation de 24,7 millions de dollars, ou 41 %, par rapport aux 60 millions de l'exercice précédent calculés de la même façon. Si l'on calcule le bénéfice par action, le bénéfice avant les gains en capital nets a augmenté de 42 %, pour passer à 2,20 \$ par action en 2000 (comparativement à 1,55 \$ par action en 1999). Le bénéfice avant les autres postes, y compris les gains en capital nets de 2,1 millions de dollars en 2000, découlant principalement de la cession de placements liquides, et de 24,1 millions de dollars pour l'exercice précédent, encore là surtout en raison de la cession de placements liquides, s'élevaient à 86,8 millions de dollars (2,25 \$ par action), une augmentation de 2,7 millions de dollars, soit 3 %, comparativement aux 84,1 millions de dollars de l'exercice précédent (2,20 \$ par action).

Deux autres éléments ont influencé le bénéfice net de l'exercice 1999 : (i) un gain résultant de la dilution à l'émission d'actions ordinaires par Sobeys s'élevant à 79,9 millions de dollars (2,13 \$ par action); et (ii) la part d'Empire d'une charge de réorganisation nette de Sobeys durant le quatrième trimestre de l'exercice 1999, soit 29,1 millions de dollars (0,78 \$ par action). Ces éléments non récurrents de l'exercice 1999 découlaient de l'acquisition du Groupe Oshawa Limitée par Sobeys en décembre 1998. En intégrant ces autres éléments à l'exercice 1999, le bénéfice net d'Empire pour l'exercice 2000 s'élève à 86,8 millions de dollars (2,25 \$ par action), une diminution de 48,2 millions de dollars par rapport aux 135 millions de dollars enregistrés l'exercice précédent (3,55 \$ par action).

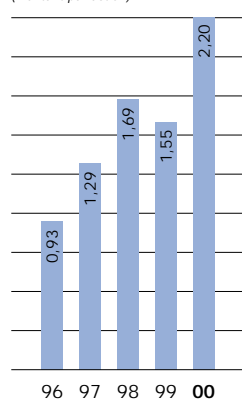
Le tableau ci-dessous présente le bénéfice par action d'Empire avant l'amortissement de l'écart d'acquisition, les gains en capital nets et autres éléments, ainsi que le bénéfice par action provenant des gains en capital nets et d'autres éléments.

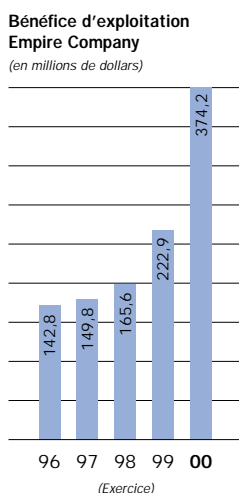
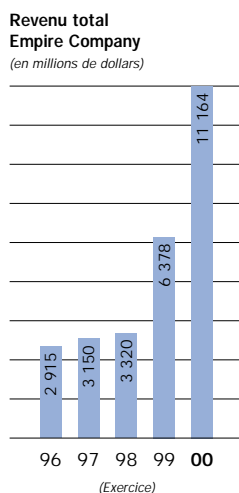
BÉNÉFICE CONSOLIDÉ PAR ACTION

	2000	1999
Bénéfice avant l'amortissement de l'écart d'acquisition, les gains en capital nets et autres éléments	2,52 \$	1,71 \$
Bénéfice avant les gains en capital nets et autres éléments	2,20	1,55
Gains en capital nets	0,05	0,65
Bénéfice avant les autres éléments	2,25	2,20
Autres éléments :		
Gain résultant de la dilution à l'émission d'actions ordinaires par une filiale	-	2,13
Part des charges de réorganisation et d'intégration d'une filiale	-	(0,78)
Bénéfice par action	2,25 \$	3,55 \$

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation, pour le calcul du bénéfice par action, était de 37,8 millions pour l'exercice 2000, comparativement à 37,5 millions pour l'exercice 1999. Le total des actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice 2000 était de 32,8 millions, une diminution de 6,3 millions d'actions ordinaires par rapport aux 39,1 millions d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice 1999. Deux facteurs ont eu une incidence sur la réduction des actions ordinaires en circulation par rapport à l'exercice précédent : (i) une offre publique de rachat

Bénéfice avant les gains en capital nets et autres éléments Empire Company
(montant par action)





dans le cours normal des activités de la Société échéant le 26 août 2000, en vertu de laquelle la Société a racheté 974 850 actions ordinaires de catégorie A au cours du marché durant l'exercice 2000; et (ii) une importante offre publique de rachat effectuée par la Société en mars 2000 et qui a donné lieu au rachat et à l'annulation de 5 503 900 actions ordinaires de catégorie A.

Les exigences de financement pour l'importante offre publique de rachat, soit 187 millions de dollars, ont été comblées au moyen d'un emprunt bancaire qui sera remboursé le 30 septembre 2000 ou à la conclusion de la cession de la participation en actions ordinaires de Hannaford Bros. Co. détenue par Empire, selon la première de ces deux éventualités. La contrepartie de la cession s'élèvera à environ 500 millions de dollars américains en espèces et à environ 11,7 millions d'actions ordinaires de catégorie A de Delhaize America, Inc. Selon les taux de change en cours, Empire touchera une contrepartie totale légèrement supérieure à un milliard de dollars canadiens.

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, le bénéfice d'Empire pour l'exercice 2000, avant les gains en capital nets et autres éléments, a augmenté de 24,7 millions de dollars (41 %) par rapport à l'exercice précédent. Voici comment est répartie l'augmentation de 24,7 millions de dollars (0,65 \$ par action) du bénéfice avant les gains en capital nets et autres éléments comparativement à l'exercice précédent :

Distribution alimentaire – La contribution de ce secteur au bénéfice d'exploitation d'Empire était de 49,3 millions de dollars en 2000, soit une augmentation de 22,7 millions de dollars (86 %) comparativement aux 26,5 millions de dollars enregistrés en 1999. Cette augmentation importante dans le secteur de la distribution alimentaire par rapport à l'exercice précédent découle principalement : (i) de l'avantage d'un bénéfice d'exploitation tenant compte des activités de Sobeys Inc. sur un exercice complet comparativement à la période de 22 semaines de l'exercice précédent; (ii) de la réalisation des 35 millions de dollars en synergies visés pour le premier exercice relativement à la fusion Sobeys-Oshawa ayant eu lieu en décembre 1998; et (iii) des avantages découlant d'une réduction de plus de 100 millions de dollars du fonds de roulement géré depuis la date d'acquisition.

Immobilier – La contribution de ce secteur au bénéfice d'exploitation d'Empire a augmenté de 1,8 million de dollars (32 %) pendant l'exercice 2000 par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation découle du fait que les revenus de location sont à la hausse de 6 % et que le ratio frais d'exploitation-bénéfice accuse une réduction de 100 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Placements – La contribution de ce secteur au bénéfice d'Empire (avant les gains en capital nets) a augmenté de 2,3 millions de dollars (7 %) par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation découle principalement de la croissance soutenue du bénéfice provenant du placement comptabilisé à la valeur de consolidation d'Empire dans Hannaford Bros. Co.

Autres activités – La contribution des autres activités au bénéfice d'exploitation d'Empire a augmenté de 0,8 million de dollars (41 %) par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation résulte principalement de la forte croissance des revenus et d'un contrôle efficace des dépenses de la filiale en propriété exclusive Empire Theatres Limited.

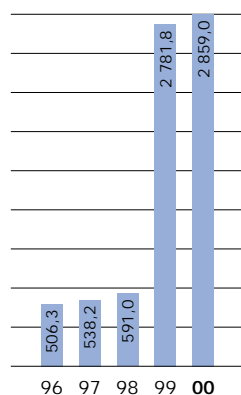
Siège social – Les charges du siège social s'élevaient à 8,6 millions de dollars en 2000, soit une augmentation de 2,9 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette différence découle surtout des frais d'intérêts additionnels associés au financement du rachat d'actions ordinaires de catégorie A d'Empire pendant l'exercice.

Le tableau suivant présente les revenus et le bénéfice d'exploitation des deux derniers exercices pour chacun des trois secteurs d'activité d'Empire Company Limited.

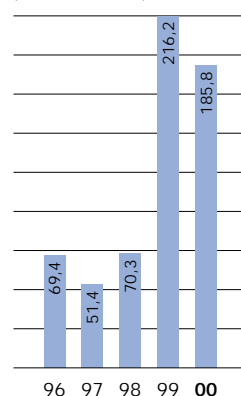
(en millions de dollars)	2000	1999	Variation
Revenus			
Distribution alimentaire ⁽¹⁾	11 006,1 \$	6 231,8 \$	76,6 %
Immobilier	157,1	148,0	6,1 %
Placements et autres activités	46,0	38,1	20,8 %
Élimination intersectorielle	(44,7)	(40,3)	10,9 %
	11 164,5 \$	6 377,6 \$	75,1 %
Bénéfice d'exploitation			
Distribution alimentaire ⁽¹⁾	265,6 \$	121,1 \$	119,4 %
Immobilier	70,1	65,1	7,7 %
Placements et autres activités	44,0	41,7	5,3 %
Charges du siège social	(5,5)	(5,0)	9,5 %
	374,2 \$	222,9 \$	67,9 %

(1) Les résultats du secteur de la distribution alimentaire pour l'exercice 1999 reflètent les activités de Sobeys Inc. pendant 22 semaines.

Actif
Distribution alimentaire
(en millions de dollars)



Dépenses en immobilisations
Distribution alimentaire
(en millions de dollars)



Pendant l'exercice 2000, les revenus ont augmenté de 75 % pour passer à 11,1 milliards de dollars, soit une augmentation de 4,8 milliards de dollars par rapport à l'exercice 1999. Cette augmentation découle principalement du fait que l'on a tenu compte des revenus de Sobeys Inc. de tout l'exercice comparativement à une période de 22 semaines lors de l'exercice précédent. Les ventes des magasins de toutes les bannières (mis à part les nouveaux magasins) ont connu une augmentation de 2,6 % pendant l'exercice 2000, rejoignant à peu près les ventes de ces mêmes magasins pendant l'exercice précédent, qui affichaient une augmentation de 2,9 %.

Pendant l'exercice 2000, le bénéfice d'exploitation s'élevait à 374,2 millions de dollars comparativement à 222,9 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 151,3 millions de dollars ou 68 %. L'augmentation est principalement attribuable à l'inclusion du bénéfice d'exploitation de l'exercice complet de Sobeys Inc. par rapport à la période de 22 semaines de l'exercice précédent, ainsi qu'à la croissance continue du reste de nos activités de distribution alimentaire et de la croissance du bénéfice d'exploitation de nos activités immobilières. En ce qui concerne nos placements et autres activités, Empire a enregistré au cours de l'exercice 2000 une augmentation de 2,8 millions de dollars du bénéfice provenant de son investissement dans Hannaford Bros. Co. Le bénéfice provenant de Wajax Limited a augmenté de un million de dollars par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice d'exploitation découlant d'autres activités a augmenté de 1,3 million de dollars par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète un meilleur rendement de la part d'Empire Theatres.

DISTRIBUTION ALIMENTAIRE Nos activités dans le secteur de la distribution alimentaire se font grâce à notre participation de 61 % dans Sobeys Inc., deuxième plus grand distributeur de produits alimentaires au Canada en termes de chiffre d'affaires (11 milliards de dollars), de nombre de magasins de Société et franchisés (1 371 magasins) et de présence géographique, et le seul distributeur de produits aux services alimentaires à l'échelle nationale. Avant décembre 1998, Empire détenait 100 % de Sobeys Capital Inc., qui se composait principalement de 114 supermarchés de Société en activité sous la bannière de *Sobeys* ainsi que d'un secteur franchisé de détail et de service alimentaire. La plus grande partie des revenus provenant du secteur alimentaire avant l'acquisition était reliée au Canada atlantique.

Pendant l'exercice 2000, Sobeys Inc. représentait 98,6 % des revenus d'exploitation et 71 % du bénéfice d'exploitation. La base de revenu et des flux de trésorerie de Sobeys Inc. connaît une diversification à travers le Canada.

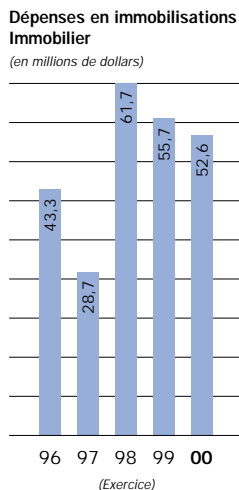
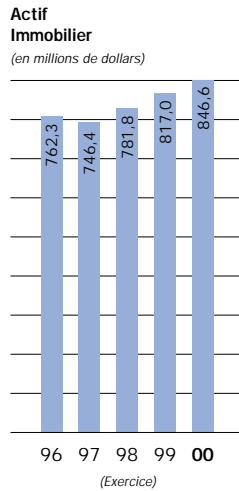
Les revenus de la distribution alimentaire ont augmenté de 76,6 % pendant l'exercice 2000 pour atteindre 11 milliards de dollars, soit une augmentation de 4,8 milliards de dollars par rapport aux résultats de l'exercice précédent. Après avoir effectué les rajustements qui s'imposent à l'exercice 1999 afin d'inclure les revenus d'Oshawa pour la totalité de l'exercice, le taux de croissance des ventes sur douze mois aurait été de 7,6 %. La superficie nette en pieds carrés a augmenté de 2,8 %, soit 424 164 pieds carrés, au cours de l'exercice.

Le bénéfice d'exploitation pour l'exercice a augmenté de 144,5 millions de dollars (119 %) pour atteindre 265,6 millions de dollars ou 71 % du bénéfice d'exploitation total d'Empire. L'inclusion des résultats d'Oshawa pour la totalité de l'exercice comparativement à 22 semaines de l'exercice précédent est la principale raison de cette augmentation. Le reste de l'augmentation du bénéfice d'exploitation est attribuable à une combinaison de volumes de vente plus élevés, d'une augmentation des marges et de frais d'exploitation plus bas.

À la fin de l'exercice, Sobeys exploitait 419 magasins de société, 952 magasins franchisés, 25 centres de distribution alimentaire et 27 établissements de services alimentaires. Parmi les magasins de société, 133 étaient exploités sous la bannière *Sobeys* et 38 sous la bannière *IGA*. La plus grande bannière de franchise est *IGA*, qui compte 507 magasins franchisés. La répartition de la superficie de détail par région à l'échelle du Canada est la suivante : 17,7 % dans l'ouest, 33,4 % en Ontario et 48,9 % dans l'est (y compris le Québec).

Perspectives de la division de la distribution alimentaire Les perspectives de Sobeys en ce qui concerne la distribution alimentaire sont bonnes principalement en raison des avantages planifiés quant à une distribution plus efficace, la centralisation des achats, la réduction des coûts administratifs et généraux, du développement continu des marques maison, du perfectionnement des techniques de merchandising et des programmes soutenus d'expansion des magasins de société et franchisés.

Le modèle d'intégration de Sobeys était fondé sur la réalisation d'économies d'intégration avant impôts de 35 millions de dollars au cours de l'exercice 2000 grâce à l'acquisition d'Oshawa et d'un total de 70 millions de dollars avant impôts dès la fin de l'exercice suivant. Sobeys a dépassé son



objectif de 35 millions de dollars pour la première année et prévoit atteindre l'objectif annuel de 70 millions de dollars à la fin de l'exercice 2001.

Les perspectives de revenu sont élevées principalement en raison d'un programme planifié d'ouverture, de rénovation et d'agrandissement de magasins, de la croissance continue du nombre de magasins de société et franchisés et des augmentations prévues du volume dans le secteur des services alimentaires.

Les dépenses prévues à l'échelle du réseau pour l'exercice 2001 sont de 641 millions de dollars. Au cours de l'exercice 2001, Sobeys Inc. prévoit ouvrir 52 nouveaux magasins, en remplacer 22 autres plus vieux, faire des travaux de rénovation importants dans 99 magasins et moins importants dans 556 autres magasins. Les activités d'investissement comprennent : 181 millions de dollars qui seront consacrés à la construction et au remplacement de magasins; 134 millions de dollars aux rénovations; 57 millions de dollars aux technologies de l'information et à la mise au point des systèmes SAP; 53 millions de dollars reliés aux Services alimentaires SERCA et plus de 200 millions de dollars reliés au financement des franchisés et de tiers.

La direction est d'avis que le degré de dépenses, ainsi que les différentes initiatives visant à accroître les compétences de base de secteurs comme la gestion des catégories, les systèmes, les marques maison, le positionnement des bannières et les programmes de fidélité de la clientèle, donneront lieu à une augmentation considérable du bénéfice dans les exercices à venir.

IMMOBILIER La division de l'immobilier est axée avant tout sur l'acquisition, la mise en valeur et la gestion d'un portefeuille immobilier qui complète ou soutient les activités de distribution alimentaire et les autres activités de vente au détail d'Empire.

La division de l'immobilier d'Empire gère 12 millions de pieds carrés comparativement à 11,5 millions de pieds carrés l'exercice précédent. Les activités sont dirigées par Atlantic Shopping Centres (ASC) et Sobeys Leased Properties (SLP), filiales en propriété exclusive. Le portefeuille de ASC se compose de 31 centres commerciaux dont la superficie brute de location est de 5,9 millions de pieds carrés et de 12 édifices à bureaux polyvalents d'une superficie brute de location de 1,6 million de pieds carrés. Le portefeuille de SLP se compose principalement de magasins d'alimentation autonomes et de centres commerciaux annexes, pour une superficie brute de location totale de 4,5 millions de pieds carrés.

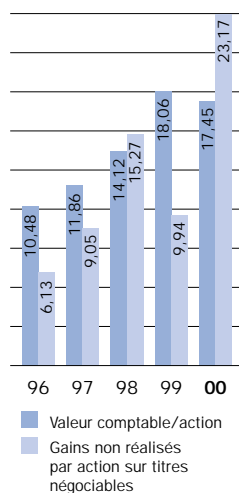
La division de l'immobilier a contribué pour 70,1 millions de dollars (18,7 %) du bénéfice d'exploitation total d'Empire pour l'exercice 2000, soit une augmentation de 7,7 % par rapport aux 65,1 millions de dollars de l'exercice 1999. Ce rendement à la hausse découle des activités de mise en valeur et de l'augmentation des taux réels nets de location. Les fonds provenant de l'exploitation de la division de l'immobilier ont augmenté de 4 % en 2000, pour atteindre 32,7 millions de dollars, ce qui correspond à 11 % du total des fonds provenant de l'exploitation d'Empire.

Le taux d'occupation au 30 avril 2000 était de 91,8 %, comparativement à 91,9 % l'exercice précédent. Quoique le taux d'occupation est relativement stable depuis les quatre derniers trimestres, une superficie supplémentaire de 571 000 pieds carrés a été louée pendant l'exercice, notamment 120 000 pieds carrés à La Compagnie de la Baie d'Hudson en remplacement du magasin Eaton vacant à Moncton (Nouveau-Brunswick). Aucune autre propriété appartenant à la Société n'a été touchée par l'effondrement d'Eaton. Au cours des cinq prochains exercices, le renouvellement de baux dans un exercice donné ne dépassera pas 9 % de la superficie totale louée.

À la fin de l'exercice d'Empire, son portefeuille immobilier se composait de 84 % de surface pour magasins de détail et de 16 % pour bureaux. Plus de 30 % de la superficie totale est louée à une société affiliée à Empire. Ce degré d'intégration crée des avantages stratégiques tant pour le propriétaire que le locataire. Pour ce qui est des activités de détail, cette intégration offre la souplesse voulue pour agrandir ou modifier les propriétés en fonction de l'évolution de la concurrence. Pour les activités immobilières, les avantages se situent au chapitre de la qualité des locataires-clés dans les centres commerciaux et de la stabilité des revenus de location et des flux de trésorerie.

Parmi les projets de mise en valeur importants entrepris pendant l'exercice 2000, on compte : (i) un projet de 12 salles de cinéma portant le nom de Studio 12 pour Empire Theatres Limited à Avalon Mall, à St. John's (Terre-Neuve); (ii) l'achèvement des travaux d'agrandissement de 35 000 pieds carrés d'un magasin Zellers à County Fair Mall, à New Minas (Nouvelle-Écosse); (iii) l'achèvement de la transformation de la Fundy Trail Mall en centre commercial à ciel ouvert, à Truro (Nouvelle-Écosse); et (iv) un nouveau magasin d'alimentation Sobeys au Sydney Shopping Centre, à Sydney (Nouvelle-Écosse).

Valeur comptable et gains en capital non réalisés Empire Company
(montant par action)



En janvier 2000, Atlantic Shopping Centres a terminé le refinancement de la dette à long terme de la propriété Scotia Square, de Barrington Place, et de l'édifice CIBC, tous situés au centre-ville de Halifax. La somme totale du refinancement s'élevait à 83,1 millions de dollars au moyen d'obligations hypothécaires de premier rang au taux moyen fixe de 7,93 %.

Perspectives de la division de l'immobilier La division de l'immobilier prévoit de continuer sur sa lancée grâce à des projets de mise en valeur visant à appuyer le secteur clé de l'alimentation d'Empire. Au cours du prochain exercice, l'équipe de location continuera de travailler de façon dynamique en vue de saisir des occasions de location. En conséquence, on prévoit une augmentation du taux d'occupation. Ces facteurs permettent à Empire d'envisager de bonnes perspectives pour la division de l'immobilier.

Dans l'avenir, le secteur de l'immobilier entreprendra d'autres projets de réaménagement au besoin pour renforcer sa position au sein de ses marchés principaux. On prévoit, par exemple, la transformation des centres commerciaux de quartier à construction fermée Downsview Mall, à Lower Sackville et Aberdeen Mall, à New Glasgow, tous deux en Nouvelle-Écosse, en centres commerciaux à ciel ouvert.

PLACEMENTS ET AUTRES ACTIVITÉS Le troisième secteur d'activité d'Empire consiste en un portefeuille de participations et de placements dans d'autres activités, principalement Empire Theatres Limited.

Le portefeuille de placements se compose de placements à long terme dans lesquels Empire détient une participation importante dans l'entreprise en question et d'autres placements liquides dans lesquels la Société détient une participation de moindre importance. Des placements à long terme désignés sont comptabilisés à la valeur de consolidation. Les placements liquides sont comptabilisés à la valeur d'acquisition, ce qui veut dire qu'Empire n'inscrit que les dividendes et les intérêts créditeurs provenant de ces placements.

Les placements à long terme, qui représentaient 99 % de la valeur marchande du portefeuille de placement total d'Empire à la fin de l'exercice, se composent respectivement d'actions ordinaires de Hannaford Bros. Co. et de Wajax Limited.

Valeur marchande (en millions de dollars CA)	Participation	Au 30 avril 2000	Pourcentage du portefeuille
Placements à long terme			
Hannaford Bros. Co. ⁽¹⁾	25 %	1 116,1 \$	95,7 %
Wajax Limited	48 %	35,0	3,0 %
		1 151,1	98,7 %
Autres placements		15,0	1,3 %
Total des placements		1 166,1 \$	100,0 %

(1) La valeur marchande de Hannaford Bros. Co. reflète le cours de clôture des actions de Hannaford au 30 avril 2000, multiplié par le nombre d'actions détenues par Empire, multiplié par le taux de change au 30 avril 2000.

Hannaford Bros. Co. À la fin de l'exercice, Empire détenait une participation de 25,6 % dans Hannaford, ce qui représente une valeur marchande d'environ 1 116,1 millions de dollars canadiens à la fin de l'exercice. Hannaford est un détaillant de produits alimentaires multirégional qui exerce ses activités partout au Maine et dans certaines régions du New Hampshire, du Vermont, du Massachusetts, de New York, de la Virginie et de la Caroline du Nord. Les ventes au détail de produits alimentaires sont effectuées par l'entremise des 140 supermarchés de la Société, exploités principalement sous les bannières Shop'n Save et Hannaford Food and Drug Superstores.

D'après son rapport annuel, les ventes et autres revenus de Hannaford en 1999 (exercice terminé le 1^{er} janvier 2000 – toutes les sommes sont en dollars américains) s'élevaient à 3,46 milliards de dollars, une augmentation de 139,4 millions de dollars (4,2 %) comparativement à l'exercice 1998. Les ventes des magasins identiques ont connu une augmentation de 1,1 % pour l'exercice tandis que celles des magasins semblables, de 1,7 %.

Hannaford a déclaré un bénéfice net de 98 millions de dollars (2,32 \$ par action) en 1999, une augmentation de 3,6 % comparativement aux résultats de l'exercice précédent qui étaient de 94,6 %. Avant les coûts liés à la fusion (après impôts) de 6,4 millions de dollars, le bénéfice net de 1999 était à la hausse de 10,4 % par rapport à l'exercice précédent.

La surface nette de détail de ses supermarchés a augmenté de 3,7 % en 1999, pour atteindre 5 360 000 pieds carrés en fin d'exercice, une augmentation de 189 000 pieds carrés par rapport aux chiffres de la fin de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice 1999, Hannaford a ouvert quatre nouveaux magasins d'alimentation, a agrandi quatre magasins existants et a effectué des projets de réaménagement importants dans plusieurs de ses magasins.

En février 2000, Hannaford a cédé une participation majoritaire de HomeRuns.com, Inc., son service de livraison de produits alimentaires à partir d'Internet. Cette activité a engendré une perte nette de 0,25 \$ par action en 1999.

Wajax Limited Empire détient une participation de 48 % dans Wajax d'une valeur marchande de 35 millions de dollars au 30 avril 2000. Wajax se compose de trois secteurs principaux de distribution, soit la vente et le service après-vente de pièces de matériel mobile, de moteurs diesel et de composants industrielles grâce à un réseau de près de 150 succursales à l'échelle du Canada et de l'ouest des États-Unis. Elle sert les industries des ressources naturelles, de la construction, du transport, de la fabrication, du traitement industriel et des services publics.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 1999, Wajax a déclaré des revenus de 1 038,4 millions de dollars, soit une augmentation de 46,2 millions (4,7 %) comparativement à l'exercice précédent.

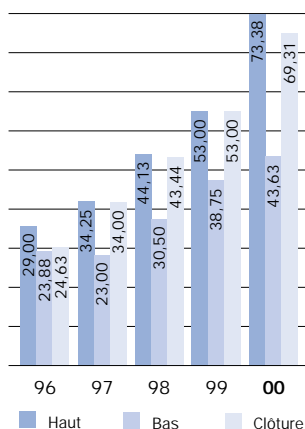
Le bénéfice net de Wajax en 1999 s'élevait à 4 millions de dollars, une diminution de 58 % par rapport aux 9,5 millions de dollars enregistrés l'exercice précédent. Ce déclin découle principalement des résultats faibles des marchés de ressources pendant la plus grande partie de l'exercice 1999, tout particulièrement en ce qui a trait aux industries forestières, pétrolières, gazières et minières, ce qui a eu des répercussions sur les activités d'exploitation de la Société dans l'ouest du Canada. Aux États-Unis, Pacific North Equipment a fonctionné à perte en raison d'améliorations plus lentes que prévues au fur et à mesure que des modifications ont été apportées à l'exploitation et que la demande a diminué.

Après la fin de l'exercice d'Empire, le 3 mai 2000, Wajax a déclaré une augmentation de ses revenus de 10 % pour son premier trimestre et une augmentation du bénéfice net de 1,9 million de dollars comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent. La Société commence à récolter les effets positifs provenant de l'expansion et des initiatives de réduction des coûts mises en place en 1999. De plus, une conjoncture économique plus saine dans l'ouest du Canada contribue également à un meilleur rendement.

La direction de Wajax entrevoit des perspectives optimistes pour l'exercice 2000 au fur et à mesure que la situation économique, surtout dans l'ouest du Canada, continue de s'améliorer et que la Société continue de réduire sa dette grâce à une meilleure gestion de son actif.

Autres activités Les autres activités sont réalisées par l'entreprise en propriété exclusive Empire Theatres, la plus grande chaîne de cinémas au Canada atlantique, qui possède 117 écrans dans 19 endroits. Au cours de l'exercice, Empire Theatres a inauguré huit nouveaux écrans et rénové deux cinémas.

Cours des actions ordinaires de Hannaford
(montant par action)



REVENUS DE PLACEMENT

(en millions de dollars)

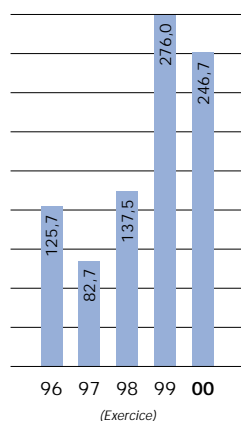
	2000	1999	Variation
Revenu de dividendes et intérêts créditeurs	0,3	3,2	(89,2 %)
Participation aux bénéfices des sociétés comptabilisées à la valeur de consolidation Hannaford Bros. Co.	35,7	32,9	8,4 %
Wajax Limited	2,2	1,2	87,4 %
Total des revenus de placement	38,2	37,3	2,5 %

Les dividendes et intérêts créditeurs s'élevaient à 0,3 million de dollars comparativement à 3,2 millions de dollars pour l'exercice 1999. La diminution de 2,9 millions de dollars est attribuable à la vente de placements liquides lors du deuxième trimestre de l'exercice.

Les gains en capital nets provenant de la vente de placements, de biens immobiliers et d'autres activités ont atteint 2,1 millions de dollars ou 0,05 \$ par action pendant l'exercice 2000, une diminution de 22 millions de dollars par rapport aux gains en capital nets de 24,1 millions de dollars (0,65 \$ par action) de l'exercice précédent.

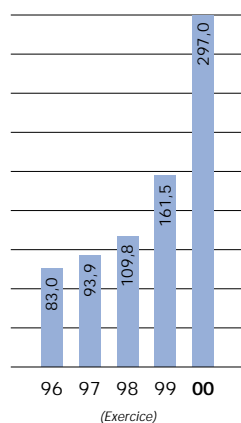
Dépenses en immobilisations Empire Company

(en millions de dollars)



Fonds provenant de l'exploitation Empire Company

(en millions de dollars)



GAIN NON RÉALISÉ SUR LE PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS

(en millions de dollars)

	2000	1999	Variation
Valeur marchande ⁽¹⁾	1 166,1 \$	757,2 \$	54,0 %
Valeur comptable	405,7	384,4	5,5 %
Gain non réalisé	760,4 \$	372,8 \$	104,0 %

(1) La valeur marchande de Hannaford Bros. Co. reflète le cours de clôture des actions de Hannaford au 30 avril 2000, multiplié par le nombre d'actions détenues par Empire, multiplié par le taux de change au 30 avril 2000.

Le gain non réalisé sur les placements de 760,4 millions de dollars n'est pas inclus dans l'avoir des actionnaires d'Empire. L'augmentation sur douze mois de 104 % du gain non réalisé est principalement le résultat de l'avis de fusion de Hannaford Bros. Co. et de Delhaize America, Inc. émis le 17 août 1999. La valeur marchande de l'investissement d'Empire en actions ordinaires de Hannaford Bros. Co. représentait 96 % de la valeur marchande du portefeuille de placements en fin d'exercice.

Perspectives de la division des placements et autres activités Les perspectives de la division des placements et autres activités sont bonnes. La direction prévoit une date de clôture de la fusion de Hannaford avant le 1^{er} août 2000. On prévoit une contrepartie totale d'environ un milliard de dollars canadiens, qui se composera d'environ 500 millions de dollars américains en espèces plus 11,7 millions d'actions ordinaires de Delhaize American Inc. Avec la contrepartie de la cession de Hannaford, Empire a l'intention de : (i) conserver les actions de catégorie A de Delhaize; (ii) rembourser des emprunts bancaires s'élevant à 365 millions de dollars; et (iii) maintenir un portefeuille de placements liquides disponibles pour favoriser la croissance et l'expansion de la distribution alimentaire et des secteurs connexes.

En ce qui concerne Wajax, on prévoit un meilleur bénéfice au fur et à mesure que la conjoncture économique de ses marchés cibles continue de se renforcer. On s'attend à ce que le bénéfice de Wajax profite d'une meilleure gestion de l'actif et des initiatives de mise en valeur des systèmes.

Les perspectives d'Empire Theatres dépendent grandement de la qualité et du coût des films. En raison de la qualité des nouveaux films prévus pour l'exercice 2001, de l'expérience de l'équipe de gestion et de l'expansion du nombre d'écrans, Empire compte bien profiter d'une croissance soutenue dans ce secteur.

SITUATION FINANCIÈRE Les actifs consolidés en fin d'exercice de 4 171,1 millions de dollars représentent une augmentation de 147,6 millions de dollars (3,7 %) par rapport à l'exercice 1999. Cette croissance est principalement due à un réinvestissement soutenu dans le secteur de la distribution alimentaire.

Au 30 avril 2000, la direction calcule que la valeur des actifs nets consolidés d'Empire s'élèvent à 1 574 millions de dollars (48 \$ par action ordinaire d'Empire), une augmentation de 267 millions de dollars (20 %) comparativement à la valeur des actifs nets consolidés calculée au 30 avril 1999 de 1 307 millions de dollars (33,40 \$ par action). D'après les calculs de la direction, sur une base par action, les actifs nets ont augmenté de 14,60 \$ par action d'Empire (44 %) par rapport à l'exercice précédent. Le tableau ci-dessous illustre la répartition de la valeur par division. Ce calcul de la valeur des actifs nets évalue les actions ordinaires Sobeys Inc. et celles de Hannaford Bros. Co. à leur valeur marchande respective au 30 avril 2000. Pour chaque dollar d'augmentation du cours des actions de Sobeys (SBY), la valeur des actifs nets d'Empire augmente de 1,05 \$ par action.

VALEUR DES ACTIFS NETS

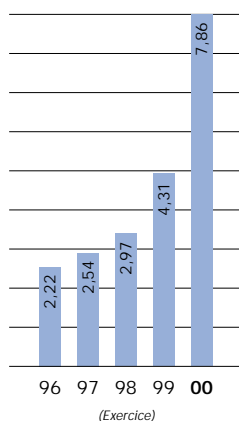
(en millions de dollars)	Au 30 avril 2000		Au 30 avril 1999	
	Valeur en \$	% du total	Valeur en \$	% du total
Distribution alimentaire	716 \$	34 %	644 \$	40 %
Immobilier*	196	9 %	171	11 %
Placements et autres**	1 191	57 %	776	49 %
	2 103	100 %	1 591	100 %
Moins : dette de la Société	(529)		(284)	
Valeur des actifs nets	1 574 \$		1 307 \$	

* Évalué à sept fois les fonds provenant de l'exploitation pour les exercices 2000 et 1999 respectivement.

** Les placements sont évalués selon la valeur marchande.

Au 30 avril 2000, la valeur comptable des actions ordinaires d'Empire s'élevait à 17,45 \$ comparativement à 18,06 \$ au 30 avril 1999. Les calculs de la valeur des actifs nets par action et de la valeur comptable par action reflètent l'effet d'une offre publique de rachat réussie ayant eu lieu en mars 2000, dans le cadre de laquelle Empire a racheté 5 503 900 actions ordinaires de catégorie A

Fonds provenant de l'exploitation
Par action ⁽¹⁾
Empire Company
(montant par action)



⁽¹⁾ Les fonds provenant de l'exploitation par action pour l'exercice 1999 sont avant les charges de réorganisation.

au cours de 33,95 \$ par action, ainsi que d'une offre publique de rachat ordinaire annoncée en août 1999, grâce à laquelle la Société a racheté près d'un million d'actions ordinaires de catégorie A.

Empire finance une partie importante de ses actifs par le biais d'emprunts, dont la majorité est à taux fixe et à long terme. Le total de la dette à long terme à taux fixe à la fin de l'exercice était de 1 332,4 millions de dollars, ce qui comprend la partie courante de la dette à long terme. Soixante-trois pour cent de la dette à long terme à taux fixe était directement relié au secteur de la distribution alimentaire d'Empire et 36 %, à son secteur de l'immobilier. Empire finance ses actifs à long terme par le biais d'emprunts à taux fixe, ce qui permet de réduire à la fois le taux d'intérêt et le risque de refinancement.

Le tableau ci-dessous illustre le ratio dette/total des capitaux et le ratio de couverture des intérêts pour chaque secteur d'Empire, ainsi que les tableaux consolidés.

	Distribution alimentaire	Immobilier	Placements et autres activités	Total Empire
Au 30 avril 2000				
Ratio dette/total des capitaux*	53,1 %	78,6 %	37,9 %	61,4 %
Couverture des intérêts** (fois)	2,99	1,35	2,05	2,35
Au 30 avril 1999				
Ratio dette/total des capitaux*	59,4 %	79,0 %	40,6 %	63,4 %
Couverture des intérêts** (fois)	2,41	1,29	2,29	1,98

* Dette à long terme émise à la valeur comptable, divisée par la capitalisation totale. La capitalisation totale exclut la participation minoritaire et les impôts reportés. Le ratio de la dette totale/total des capitaux d'Empire a pour effet de réduire la dette du montant de la valeur marchande des placements, après estimation des impôts exigibles en cas de cession.

** Bénéfice d'exploitation divisé par les intérêts débiteurs.

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 68 % au cours de l'exercice 2000 par rapport à l'exercice précédent, tandis que les intérêts débiteurs ont augmenté plus lentement, soit de 42 %. Par conséquent, Empire a augmenté la couverture globale des intérêts à 2,35 fois comparativement à 1,98 fois lors de l'exercice 1999. La dette à long terme totale émise, moins le produit après impôts estimé à la cession de titres négociables, sur le total des capitaux, a diminué de deux pour cent pour passer de 63,4 % (exercice précédent) à 61,4 %. L'avoir des actionnaires a diminué de 18 % pendant l'exercice 2000, principalement en raison du rachat par la Société de 6,5 millions d'actions ordinaires de catégorie A. La dette à long terme totale émise, déduction faite de l'encaisse et du produit après impôts estimé à la cession de titres négociables, s'élevait à 905 millions de dollars au 30 avril 2000, une diminution de 346 millions de dollars (27 %) comparativement aux 1 251 millions de dollars de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice 2001, Empire prévoit une baisse du ratio dette/total des capitaux et une augmentation de la couverture des intérêts.

Dépenses en immobilisations Pendant l'exercice 2000, les dépenses en immobilisations s'élevaient à 246,7 millions de dollars, soit une diminution de 10,6 % par rapport à l'exercice 1999. Le tableau ci-dessous présente le bilan des dépenses en immobilisations engagées au cours des deux derniers exercices par secteur d'activité.

(en millions de dollars)	2000	1999
Distribution alimentaire	185,8 \$	216,2 \$
Immobilier	52,7	55,7
Placements et autres activités	8,2	4,1
Total des dépenses en immobilisations	246,7 \$	276,0 \$

Les fonds provenant de l'exploitation (après la variation nette d'autres éléments à court terme) de 272,4 millions de dollars a servi à financer les dépenses en immobilisations engagées pendant l'exercice 2000.

Pour l'exercice 2001, une combinaison des fonds budgétisés provenant de l'exploitation, de facilités de crédit existantes, de financement par des tiers et de contrats de location-exploitation servira à financer notre programme prévu de dépenses en immobilisations direct de 475 millions de dollars. Cette somme ne comprend pas les dépenses visées des franchises et des bailleurs de Sobey's de 181 millions de dollars. La majorité de notre budget d'investissement servira à renforcer le réseau de magasins de détail de la Société et franchisés à l'échelle du pays. Au fur et à mesure que les projets sont terminés, des financements à long terme appropriés seront pris afin d'associer prudemment la durée des actifs à la dette de façon à minimiser le risque du taux d'intérêt.

Liquidités Les liquidités à court terme continuent d'être solides grâce au flux de trésorerie engendré à l'interne, aux espèces nettes en main, aux facilités de crédit bancaire et aux placements à

court terme. Empire maintient, sur une base non consolidée, des marges de crédit autorisées de 555 millions de dollars pour ses activités d'exploitation, générales et d'entreprise, dont 85 % ont été utilisées à la fin de l'exercice.

Des instruments financiers sont utilisés de temps à autre pour gérer les fluctuations des taux d'intérêt à court terme sur les marges de crédit à court terme sous-jacentes.

À la fin de l'exercice, la Société a maintenu, sur une base consolidée, des facilités de crédit avec les banques qui dépassaient ses emprunts de 398 millions de dollars. La Société peut, à son gré, convertir une tranche de 260 millions de dollars de ses crédits renouvelables en financement à taux fixe non renouvelable jusqu'à concurrence de 36 mois.

Empire maintient un accès direct aux marchés financiers pour ses besoins en capitaux à plus long terme. La division de l'immobilier structure habituellement ses obligations à long terme en obtenant des taux fixes et en amortissant entièrement la dette afin de réduire les taux d'intérêt et le risque de refinancement. L'accès aux marchés financiers assure à la Société une souplesse financière accrue à long terme. CBRS et DBRS accordent toutes deux à Empire une cote de créance non garantie BBB (stable).

Ultérieurement à la fin de l'exercice, soit le 22 juin 2000, Sobeys Inc., filiale de la Société, a déposé un prospectus préalable simplifié afin d'établir un programme d'effets à moyen terme non garantis (programme MTN) permettant l'émission de temps à autre d'effets à moyen terme jusqu'à concurrence de 500 millions de dollars. Le 29 juin 2000, Sobeys Inc. a refinancé une dette bancaire garantie de 810 millions de dollars : (a) en émettant des effets à moyen terme non garantis de catégorie A d'une valeur de 175 millions de dollars à un taux d'intérêt de 7,6 %, échéant le 1^{er} novembre 2005; (b) en titrisant 210 millions de dollars de créances d'exploitation; et (c) en négociant une facilité de crédit bancaire non garantie et non renouvelable de 250 millions de dollars à rembourser sur cinq ans, ainsi qu'une facilité de crédit bancaire renouvelable non garantie de 300 millions de dollars. En raison du refinancement, on s'attend à ce que le coût d'emprunt avant impôts de Sobeys Inc. soit réduit d'environ 9 millions de dollars par exercice.

CHANGEMENTS AUX CONVENTIONS COMPTABLES ULTÉRIEURES A L'EXERCICE 2000 L'ICCA a émis deux normes comptables, soit les chapitres 3461, « Avantages sociaux futurs », et 3465, « Impôts sur les bénéfices », pour les exercices commençant le 1^{er} janvier 2000 ou après.

Le chapitre 3461 redéfinit la façon de mesurer le coût des avantages sociaux futurs, y compris les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite ainsi que les avantages sociaux postérieurs à l'emploi. Contrairement à la méthode actuelle qui veut que la direction estime l'effet des événements à venir, les avantages sociaux futurs devront désormais être mesurés en utilisant les taux d'intérêt du marché relativement à des titres de créance de qualité supérieure. De plus, d'autres avantages complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi, actuellement comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse, devront être comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation d'exercice en 2001. Le coût annuel des avantages dépendra de certaines variables dictées par le marché et hors du contrôle de la Société, tels que les taux d'intérêt, les taux tendancielles des coûts futurs relatifs aux soins médicaux et de santé, les modifications apportées aux régimes d'avantages sociaux et les taux d'inflation.

Le chapitre 3465 modifie la méthode de comptabilisation acceptée applicable aux impôts sur les bénéfices pour passer de la méthode du report d'impôt à la méthode du passif fiscal. Selon la nouvelle méthode, des impôts sur les bénéfices futurs sont reconnus sur les écarts temporaires entre la valeur fiscale et la valeur comptable des actifs et des passifs de la Société en fonction des taux d'imposition et des lois fiscales qui, selon ce qu'il est à prévoir à la date de l'établissement du bilan, s'appliqueront au moment du règlement des passifs ou de la réalisation des actifs.

La Société compte adopter ces deux normes avec effet rétroactif sans toutefois retraiter les exercices précédents.

RISQUES ET GESTION DES RISQUES Empire poursuit ses activités par l'entremise de ses divisions de la distribution alimentaire et de l'immobilier, chacune dotée de son propre profil de risques et suivant sa propre stratégie de gestion des risques.

La division de la distribution alimentaire d'Empire, qui comprend la vente au détail, l'exploitation de franchises de vente au détail et les services alimentaires, est diversifiée de façon efficace sur le plan géographique, ce qui assure un équilibre des résultats si la concurrence dans une région s'intensifie ou si les perspectives économiques d'une région changent. La direction s'engage à gérer les risques liés à l'exploitation en répartissant ses activités à l'ensemble du Canada, en innovant continuellement (par la taille et l'emplacement des magasins, l'élaboration de marques maison et les initiatives de fidélisation de la clientèle) et en réduisant les coûts grâce à l'augmentation des économies d'échelle.

La division de la distribution alimentaire d'Empire gère une gamme de magasins de différentes tailles et bannières afin de répondre le mieux possible aux besoins de chaque marché. Grâce à l'exploitation, dans l'ensemble du Canada, de 419 magasins de société et de 952 magasins franchisés, à une clientèle composée de milliers de comptes indépendants et à l'intégration verticale de certaines activités, notre division de la distribution alimentaire minimise de façon efficace son exposition aux risques économiques régionaux.

La division de l'immobilier d'Empire procure une source de revenu stable provenant des loyers des locataires. La croissance soutenue de nos revenus de location dépend de notre capacité à renouveler les baux et à trouver de nouveaux locataires à des taux de location qui nous assureront un rendement intéressant de nos investissements. La réussite du portefeuille immobilier dépend de la conjoncture économique, de l'offre et de la demande d'immeubles à usage locatif dans les principaux marchés servis et de la disponibilité de possibilités de financement intéressantes qui permettent d'ajouter des propriétés à notre portefeuille immobilier lorsque nous jugeons qu'il est prudent de le faire. Pendant l'exercice 2000, notre division de l'immobilier a profité de conditions économiques relativement favorables dans les principaux marchés servis et un manque relatif de nouvelles surfaces à louer a amélioré les taux de location.

Le Conseil d'administration d'Empire a adopté une convention officielle de gestion de la dette qui précise certaines directives pour assurer une gestion financière prudente. Le Conseil a aussi instauré une convention de couverture portant sur l'utilisation d'instruments de taux d'intérêt défensifs et d'instruments de gestion du risque de change. Cette convention trace aussi les lignes concernant le risque de contrepartie. Dans le cadre de la gestion normale de sa dette, Empire a contracté divers instruments financiers, qui ne figurent pas au bilan, afin de réduire ou d'éliminer son exposition aux risques liés aux taux d'intérêt. Les conventions d'échange de taux d'intérêt, les garanties de taux plafond, les garanties tunnel et les accords de taux futurs servent à protéger ou à réduire son exposition aux taux d'intérêt flottants. Au 30 avril 2000, de tels instruments couvraient des engagements à court terme de 75 millions de dollars moyennant des taux d'intérêt maximaux de 4,935 % à 5,50 % et des échéances se situant entre le 1^{er} août 2000 et le 5 octobre 2000.

En ce qui concerne la gestion de la dette à long terme de la division de la distribution alimentaire, Sobeys Inc. a passé diverses ententes d'échange de taux d'intérêt et de devises qui ne figurent pas au bilan. L'effet de ces échanges est de fixer les taux d'intérêt que la Société paie sur sa dette à long terme.

Dans le but de réduire les risques de change relativement à notre investissement dans la société américaine Hannaford Bros. Co., la Société a conclu diverses ententes tunnel en devises pour se protéger contre la montée du dollar canadien par rapport au dollar américain. La Société s'est aussi protégée contre le risque de change en contractant des emprunts à court terme auprès de banques américaines. Au 30 avril 2000, 250 millions de dollars américains étaient couverts par des ententes tunnel en devises et des emprunts à court terme de 69 millions de dollars américains avaient été accordés par les banques américaines.

Les sociétés en exploitation d'Empire remplissent régulièrement un rapport complet en matière de respect de l'environnement et la Société n'est pas au courant d'aucun problème important en matière de responsabilité environnementale. Toutes les sociétés en exploitation se sont constituées une réserve de propre assureur contre des risques limités et maintiennent des programmes exhaustifs de gestion et de prévention des pertes afin d'atténuer les risques conservés. En principe, les risques non assurés ne sont pas assez importants pour toucher le fonctionnement global de la Société.

Après la clôture de l'exercice, le 15 juin 2000, 16 franchisés IGA indépendants ont déposé une action en justice contre la filiale Sobeys Inc. relativement à une présumée violation du contrat de franchisage passé entre ces 16 détaillants et le Groupe Oshawa Limitée. Cette action en justice réclame des dommages-intérêts s'élevant à 262 millions de dollars. La violation présumée des ententes de franchisage remontent à 1979 et tous les cas sont antérieurs à l'acquisition d'Oshawa par Sobeys. La direction estime que l'action en justice n'a aucun mérite et que celle-ci et son résultat éventuel n'auront aucune répercussion importante sur la rentabilité future de l'exploitation de Sobeys. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers en vue de cette action en justice. Il faut souligner que Sobeys a récemment négocié une nouvelle entente avec ses 145 franchisés IGA indépendants en Ontario et que celle-ci a été bien accueillie par la grande majorité de ceux-ci. L'entente en question est conçue pour favoriser les ventes et la rentabilité des deux parties en combinant la réduction des coûts à des objectifs axés sur l'intéressement.

Aucun problème important relativement au passage à l'an 2000 n'a été décelé dans le matériel et les systèmes internes de la Société et de ses filiales.

Ce rapport annuel comprend certains énoncés prospectifs concernant les dépenses en immobilisations, la réduction des coûts et le rendement d'exploitation. Ces énoncés sont soumis à certains facteurs d'incertitude et à des risques inhérents, y compris, mais non exclusivement, les conditions économiques et d'affaires dans les régions où la Société mène des activités, les pressions relatives aux prix et autres facteurs concurrentiels, les résultats des efforts soutenus de la Société pour réduire les coûts et maintenir les économies provenant de la fusion Sobeys-Oshawa, ainsi que la disponibilité et les modalités de financement. Par conséquent, les résultats réels peuvent varier de façon considérable par rapport à ceux qui sont inclus, considérés ou implicites dans ces énoncés.

PERSPECTIVES La direction prévoit de meilleurs résultats financiers pour l'exercice 2001, principalement en raison de l'apport accru de la division de la distribution alimentaire, ainsi que de l'utilisation efficace du produit de la cession en instance de Hannaford. Nous avons présumé que la concurrence continuera d'être très vive et avons été prudents dans nos hypothèses du coût du capital lors de la préparation du budget. Nous sommes engagés à atteindre une croissance durable de la valeur ajoutée économique de toutes nos activités et continuerons de nous axer sur nos forces afin de renforcer notre Société.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction de préparer les états financiers consolidés compris dans le présent rapport annuel et d'y inclure toute autre information financière. Les états financiers ont été préparés selon les principes comptables appropriés et généralement reconnus et constituent les meilleures estimations et le meilleur jugement de la direction. Les renseignements financiers figurant ailleurs dans le rapport sont conformes à ceux qui contiennent les états financiers.

Le Conseil d'administration, par l'entremise de son comité de vérification, s'assure que la direction s'acquitte de ses responsabilités relativement à la présentation financière et aux systèmes de contrôle interne. Le comité de vérification, dont le président et la majorité des membres sont des administrateurs ne faisant pas partie de la direction de la Société, rencontre les dirigeants chargés de la gestion financière et les vérificateurs externes à intervalles réguliers afin de s'assurer de la présentation fidèle et de l'intégralité de l'information financière ainsi que de la protection de l'actif. Le comité de vérification soumet ses constatations au Conseil d'administration afin que ce dernier puisse en tenir compte au moment d'approuver les états financiers annuels destinés aux actionnaires. Les vérificateurs externes ont en permanence accès au comité de vérification.

Le président et chef de la direction,

Le vice-président principal,
chef des services financiers et secrétaire,

(signé) Paul D. Sobey

(signé) Paul V. Beesley

Paul D. Sobey
Le 29 juin 2000

Paul V. Beesley
Le 29 juin 2000

Rapport des vérificateurs

AUX ACTIONNAIRES D'EMPIRE COMPANY LIMITED Nous avons vérifié les bilans consolidés d'Empire Company Limited aux 30 avril 2000 et 1999, ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 30 avril 2000 et au 30 avril 1999, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus.

(signé) Grant Thornton s.r.l.

New Glasgow (Nouvelle-Écosse)
Le 29 juin 2000

Comptables agréés

Bilan consolidé

<i>Au 30 avril (en milliers de dollars)</i>	2000	1999
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	54 250 \$	72 050 \$
Débiteurs	487 767	404 075
Impôts sur le revenu à recevoir	18 161	-
Stocks	492 531	471 553
Charges payées d'avance	55 094	37 160
Placements, au coût (valeur à la cote de 14 970 \$; 30 135 \$ en 1999)	13 840	24 981
	1 121 643	1 009 819
Placements, à la valeur de consolidation (valeur à la cote de 1 151 089 \$; 727 062 \$ en 1999) (note 2)	391 838	359 390
Actif à court terme et placements négociables	1 513 481	1 369 209
Biens immobiliers et matériel (note 5)	1 740 348	1 689 656
Impôts sur le revenu reportés	-	5 086
Autres éléments d'actif (note 6)	917 258	959 547
	4 171 087 \$	4 023 498 \$
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Emprunts bancaires et effets à payer (note 7)	589 120 \$	435 613 \$
Comptes fournisseurs et frais courus	1 173 877	1 050 688
Impôts sur le revenu à payer	-	6 958
Dettes à long terme échéant d'ici un an	92 775	93 892
	1 855 772	1 587 151
Dettes à long terme (note 8)	1 323 700	1 392 435
Produits reportés	16 643	19 421
Participation minoritaire	312 572	286 809
Impôts sur le revenu reportés	59 632	-
	3 568 319	3 285 816
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Capital-actions (note 9)	212 096	285 140
Bénéfices non répartis	360 268	425 822
Conversion des états financiers établis en monnaie étrangère (note 1)	30 404	26 720
	602 768	737 682
	4 171 087 \$	4 023 498 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du Conseil d'administration,

(signé) Paul D. Sobey

Administrateur

(signé) Donald R. Sobey

Administrateur

État consolidé des bénéfices non répartis

<i>Exercice terminé le 30 avril (en milliers de dollars)</i>	2000	1999
Solde au début	425 822 \$	305 422 \$
Bénéfice net	86 812	134 950
	512 634	440 372
Dividendes versés		
Actions privilégiées	1 697	1 880
Actions ordinaires	10 419	10 241
Excédent du prix d'achat payé sur la valeur moyenne versée des actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	140 000	-
Coût des actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	250	-
Frais d'émission des actions, après impôts	-	2 429
	152 366	14 550
Solde à la fin	360 268 \$	425 822 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

État consolidé des résultats

<i>Exercice terminé le 30 avril (en milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>	2000	1999
Revenus	11 164 495 \$	6 377 651 \$
Coût des produits vendus et frais de vente et d'administration	10 707 133	6 098 147
	457 362	279 504
Amortissement	121 416	93 878
	335 946	185 626
Revenus de placement (note 10)	38 233	37 287
Bénéfice d'exploitation	374 179	222 913
Intérêts débiteurs		
Dettes à long terme	128 896	91 340
Dettes à court terme	30 615	21 039
	159 511	112 379
	214 668	110 534
Gain sur la vente de placements et de biens immobiliers	3 041	37 815
	217 709	148 349
Gain résultant d'une dilution à l'émission d'actions ordinaires par une filiale	-	79 887
Charges de réorganisation, secteur de la distribution alimentaire	-	(85 143)
	217 709	143 093
Impôts sur le revenu (note 11)		
Charges de réorganisation	-	(38 017)
Autres activités	80 543	48 657
	80 543	10 640
	137 166	132 453
Participation minoritaire		
Charges de réorganisation	-	(18 015)
Autres activités	38 295	9 531
	38 295	(8 484)
Bénéfice avant amortissement de l'écart d'acquisition	98 871	140 937
Amortissement de l'écart d'acquisition (note 1)	12 059	5 987
Bénéfice net	86 812 \$	134 950 \$
Bénéfice par action (note 4)	2,25 \$	3,55 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

État consolidé des flux de trésorerie

<i>Exercice terminé le 30 avril (en milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>	2000	1999
Liquidités provenant de (utilisées pour) l'exploitation		
Bénéfice net	86 812 \$	134 950 \$
Éléments sans effet sur les liquidités (note 12)	211 865	28 422
Dividendes versés sur les actions privilégiés	(1 697)	(1 880)
Fonds provenant de l'exploitation avant les charges de réorganisation	296 980	161 492
Charges de réorganisation	-	(85 143)
Variation nette d'autres éléments à court terme	(24 534)	226 821
	272 446	303 170
Liquidités provenant du (utilisées pour le) financement		
Augmentation nette des emprunts bancaires	153 507	149 081
Augmentation (diminution) nette des emprunts de construction	1 466	(595)
Émission de dette à long terme	95 153	945 943
Remboursement de la dette à long terme	(166 471)	(232 514)
Rachat d'actions privilégiées	-	(5 000)
Achat aux fins d'annulation d'actions de catégorie A sans droit de vote	(215 209)	-
Reentrée provenant des produits reportés	-	13 200
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote, après les frais	2 384	58 966
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(10 419)	(10 241)
	(139 589)	918 840
Total des liquidités disponibles	132 857	1 222 010
Liquidités utilisées pour (provenant de) l'investissement		
Acquisition du Groupe Oshawa Limitée, après l'émission d'actions ordinaires par la filiale et après l'encaisse acquise	-	1 082 452
Achat de biens immobiliers, de matériel et d'autres biens	246 727	276 044
Produit de la cession de biens immobiliers	(85 361)	(11 429)
Placements et avances à long terme	-	5 707
Diminution nette des placements à court terme	(10 709)	(174 546)
Total des liquidités utilisées	150 657	1 178 228
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(17 800)	43 782
Encaisse au début	72 050	28 268
Encaisse à la fin	54 250 \$	72 050 \$
Fonds provenant de l'exploitation avant les charges de réorganisation par action (note 4)	7,86 \$	4,31 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Principes de consolidation Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de toutes ses filiales. Les placements dans lesquels la Société exerce une influence notable sont comptabilisés à la valeur de consolidation. Les participations dans des coentreprises immobilières sont consolidées sur une base proportionnelle.

L'excédent du coût sur les éléments d'actif net acquis pour les placements comptabilisés à la valeur de consolidation est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes allant jusqu'à 40 ans.

Amortissement La Société utilise la méthode de l'amortissement à intérêts composés pour comptabiliser l'amortissement des immeubles du secteur immobilier, en vertu de laquelle l'amortissement est calculé selon un montant qui, lorsqu'il est composé annuellement au taux de 5 %, devrait amortir entièrement le coût des immeubles sur une durée de vie utile estimative allant de 20 à 50 ans. Les frais de location reportés sont amortis sur la durée du contrat de location s'y rapportant et sont compris aux frais d'exploitation.

L'amortissement des autres immeubles et du matériel est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative des éléments d'actif, comme suit :

Matériel	de 3 à 10 ans
Immeubles	de 15 à 40 ans
Améliorations locatives	de 7 à 10 ans

Capitalisation des coûts *A) Projets de construction* Certaines filiales et coentreprises capitalisent les intérêts durant la période de construction jusqu'à la date d'inauguration du projet. Les intérêts capitalisés relativement à la construction en cours pendant l'exercice sont de 796 \$ (391 \$ en 1999).

B) Immeubles locatifs Certaines filiales et coentreprises capitalisent les frais de possession et d'exploitation directs qui s'appliquent aux superficies non louées de chacun des nouveaux projets pour une durée raisonnable à partir de la date d'inauguration du projet jusqu'à l'atteinte d'un certain niveau d'occupation.

C) Terrains détenus pour une mise en valeur éventuelle Une filiale capitalise les intérêts et les taxes foncières dans la mesure où ils ont trait aux terrains qui seront mis en valeur immédiatement. Cette filiale n'a capitalisé aucun montant en 2000 ou en 1999. Les frais de possession sur les autres terrains détenus pour mise en valeur éventuelle sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

Frais de financement Les frais de financement directs d'une dette sont amortis sur la durée de la dette s'y rapportant.

Écart d'acquisition L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'achat d'une entreprise acquise sur la juste valeur de l'actif corporel net sous-jacent à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur sa durée de vie estimative de 40 ans. L'amortissement de l'écart d'acquisition ne comprend pas le recouvrement d'impôts sur le revenu de 648 \$ et la participation minoritaire de 7 305 \$ (impôts sur le revenu de 422 \$ et participation minoritaire de 3 433 \$ en 1999).

La Société examine la valeur comptable de l'écart d'acquisition en évaluant s'il est possible de récupérer l'amortissement du solde de l'écart d'acquisition sur la durée de vie restante au moyen de rentrées de fonds éventuelles non actualisées de l'activité acquise.

Stocks Les stocks en entrepôt sont évalués au moindre coût et à la moindre valeur de réalisation nette, le prix coûtant étant établi considérablement selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks de détail sont évalués au moindre coût et à la moindre valeur de réalisation nette hors marge bénéficiaire normale, selon la méthode d'évaluation des stocks de détail.

Baux Les baux qui répondent à certains critères sont comptabilisés à titre de contrats de location-acquisition. Les intérêts théoriques sont imputés aux résultats et la valeur capitalisée est amortie selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile. Les obligations en vertu des contrats de location-acquisition sont diminuées par les loyers moins les intérêts théoriques. Tous les autres baux sont comptabilisés à titre de contrats de location-exploitation et les loyers sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

Propriétés pétrolières et gazières et frais d'exploration La Société comptabilise ses activités d'exploration et de production selon la méthode de la capitalisation du coût entier. Les frais d'exploration et de mise en valeur des réserves pétrolières et gazières sont capitalisés, nets des subventions gouvernementales, et sont imputés aux résultats sur la durée estimative de production (réserves prouvées) selon la méthode de l'amortissement proportionnel à l'utilisation.

Produits reportés Les produits reportés se composent d'une convention d'achat à long terme et du produit de location provenant de la vente de filiales. Les produits reportés sont intégrés au revenu sur la durée de la convention et des baux afférents.

Conversion des devises Les éléments d'actif et de passif des placements étrangers autonomes sont convertis au taux de change en cours à la date du bilan. Les recettes et les dépenses sont converties aux taux moyens en vigueur au cours de l'exercice. Les gains et les pertes sur change sont reportés et inclus dans l'avoir des actionnaires sous un poste distinct intitulé « Conversion des états financiers établis en monnaie étrangère ».

Les gains et les pertes sur change relatifs aux éléments monétaires identifiés comme couverture des placements à long terme libellés en devises sont imputés au poste « Conversion des états financiers établis en monnaie étrangère » dans l'avoir des actionnaires.

Frais de développement et d'ouverture de magasins Les frais de développement et d'ouverture de nouveaux magasins et entrepôts et de conversion de magasins sont radiés pendant la première année d'exploitation.

Coûts de développement des systèmes d'information Les coûts directement attribuables au développement de projets liés au système d'information de base sont capitalisés et amortis sur leur durée de vie utile estimative, soit sept ans.

Au 30 avril 2000, ces coûts étaient portés aux biens immobiliers et matériel pour un montant de 74 681 \$. L'amortissement de certains de ces coûts commencera en mai 2000.

Estimations comptables Pour préparer les états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus, la direction doit faire des estimations et émettre des hypothèses en ce qui concerne les montants inscrits dans les états financiers consolidés et dans les notes afférentes à ceux-ci. Ces estimations sont fondées sur les connaissances de la direction relativement aux événements actuels et aux mesures que la Société pourrait prendre dans l'avenir.

2. CESSION DE HANNAFORD BROS. CO.

Conformément à un accord passé le 17 août 1999, la Société a convenu de céder son investissement dans Hannaford Bros. Co. en contrepartie de 11 666 666 actions ordinaires de catégorie A de Delhaize America Inc. et de 508 067 \$US en espèces. Au 30 avril 2000, le produit de la vente s'élevait à environ 1 057 000 \$. On anticipe la conclusion de la vente d'ici le 1^{er} août 2000.

3. ACQUISITION DU GROUPE OSHAWA LIMITÉE

Au cours de l'exercice 1999, toutes les actions du Groupe Oshawa Limitée (« Oshawa ») ont été achetées par Sobeys Inc. (« Sobeys »), filiale de distribution et de services alimentaires de la Société, le tout en contrepartie de 1 137 819 \$ en espèces et de 21 252 502 actions de Sobeys évaluées à 379 888 \$. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple, en vertu de laquelle les résultats des activités d'Oshawa, depuis la date de l'acquisition, ont été inclus dans les états financiers. Voici les détails de l'acquisition :

Juste valeur de l'actif identifiable acquis	1 494 543 \$
Moins les dettes identifiables présumées	713 044
Juste valeur de l'actif identifiable net acquis	781 499
Écart d'acquisition	736 208
Contrepartie totale de l'achat	1 517 707 \$
Ventilation de la contrepartie	
Liquidités	1 137 819 \$
Actions ordinaires de la filiale	379 888
	1 517 707 \$

Sur la contrepartie en espèces, 24 406 \$ sont représentés par des actions déjà détenues au 30 avril 1998.

Les actions de Sobeys évaluées à 379 888 \$ avaient une valeur comptable de 300 001 \$, ce qui a entraîné un gain de 79 887 \$ inclus dans les résultats de l'exercice 1999.

4. BÉNÉFICE ET FONDS PROVENANT DE L'EXPLOITATION PAR ACTION

Les montants du bénéfice et des fonds provenant de l'exploitation par action sont calculés selon le nombre moyen pondéré d'actions en circulation (37 786 000 en 2000; 37 502 000 en 1999), compte tenu d'une provision pour les dividendes sur actions privilégiées accumulés à la date du bilan. Le bénéfice dilué par action a été calculé en supposant que toutes les options d'achat d'actions en circulation étaient exercées au début de l'exercice.

Le bénéfice attribuable aux actions ordinaires est composé des éléments suivants :

	2000	1999
Bénéfice avant impôts sur le revenu, gain résultant d'une dilution, charges de réorganisation, participation minoritaire et amortissement de l'écart d'acquisition	217 709 \$	148 349 \$
Impôts sur le revenu des autres activités	80 543	48 657
	137 166	99 692
Dividendes en actions privilégiées et participation minoritaire	39 992	11 411
	97 174	88 281
Amortissement de l'écart d'acquisition	12 059	5 987
Bénéfice applicable aux actions ordinaires	85 115 \$	82 294 \$
Le bénéfice par action est composé des éléments suivants :		
Bénéfice avant certains éléments	2,57 \$	2,35 \$
Gain résultant d'une dilution et charge de réorganisation	-	1,35
Bénéfice avant l'amortissement de l'écart d'acquisition	2,57	3,70
Amortissement de l'écart d'acquisition	(0,32)	(0,15)
Bénéfice net par action	2,25 \$	3,55 \$
Bénéfice dilué par action	2,25 \$	3,53 \$
Autres données sur les fonds provenant de l'exploitation		
Intérêts nets versés	166 099 \$	107 805 \$
Impôts sur le revenu nets versés	40 298 \$	51 150 \$

5. BIENS IMMOBILIERS ET MATÉRIEL

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette 2000	Valeur comptable nette 1999
Secteur immobilier				
Terrains	115 188 \$	– \$	115 188 \$	108 651 \$
Terrains détenus pour mise en valeur éventuelle	8 862	–	8 862	9 139
Immeubles	831 330	136 843	694 487	668 897
	955 380	136 843	818 537	786 687
Distribution alimentaire et autres				
Terrains	83 511	–	83 511	93 880
Terrains détenus pour mise en valeur éventuelle	60 030	–	60 030	60 151
Immeubles	338 279	98 401	239 878	257 019
Coûts de développement des systèmes d'information	74 681	–	74 681	47 290
Matériel	1 079 289	709 978	369 311	358 044
Améliorations locatives	191 683	102 309	89 374	82 278
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition	8 238	3 212	5 026	4 307
	1 835 711	913 900	921 811	902 969
Total	2 791 091 \$	1 050 743 \$	1 740 348 \$	1 689 656 \$

6. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	2000	1999
Prêts hypothécaires et prêts	103 632 \$	144 633 \$
Écart d'acquisition (moins l'amortissement cumulé de 45 085 \$; 25 073 \$ en 1999)	720 653	740 625
Frais reportés	92 973	74 289
	917 258 \$	959 547 \$

7. EMPRUNTS BANCAIRES ET EFFETS À PAYER

Certains emprunts bancaires sont garantis par la cession de certains titres négociables et, dans certaines divisions et filiales, par une cession générale des créances, des baux, des obligations non garanties de premier rang à charge flottante sur les éléments d'actif et le produit de contrats d'assurance-incendie.

En vertu d'une convention de crédit d'une filiale passée entre la Société et un consortium bancaire mis sur pied par la Banque de la Nouvelle-Écosse, on a établi une facilité de crédit renouvelable. Cette facilité prendra fin le 6 décembre 2000. Toutefois, certaines dispositions de la convention permettent à la Société de prolonger la facilité pour une période minimum de deux ans. Le taux d'intérêt attribué à cette facilité varie selon les fluctuations du taux d'acceptation bancaire et le taux préférentiel, selon le cas. La Société garantit cette facilité et l'emprunt bancaire garanti en vertu de cette convention de crédit par des charges fixes et flottantes sur tous les éléments d'actif, sujettes aux grèvements autorisés, ainsi que par la cession générale des créances et le produit de contrats d'assurance.

Dans le cadre de la gestion normale de ses dettes, la Société utilise divers instruments financiers qui ne figurent pas au bilan, pour réduire ou éliminer les risques associés aux taux d'intérêt et de change. La Société utilise des conventions d'échange de taux d'intérêt, des garanties de taux plafond ou de taux plancher et des contrats de change à terme pour couvrir ou réduire le risque associé aux fluctuations des taux d'intérêt et du taux de change sur les engagements à court terme. Au 30 avril 2000, un engagement à court terme de 75 000 \$ était couvert par ces instruments financiers moyennant des taux d'intérêt maximaux variant de 4,93 % à 5,50 % et des dates d'échéance allant du 1^{er} août 2000 au 5 octobre 2000.

Des prêts de 69 712 \$US ont servi à couvrir un placement à long terme américain.

8. DETTE À LONG TERME

	Secteur immobilier	Distribution alimentaire et services alimentaires	2000	1999
			Total	Total
Emprunts hypothécaires de premier rang, taux d'intérêt moyen de 9,7 %, échéant de 2000 à 2024	401 633 \$	36 254 \$	437 887 \$	389 052 \$
Emprunts garantis, taux d'intérêt moyen de 7,9 %, échéant le 9 décembre 2005	–	691 490	691 490	800 000
Débitures, taux d'intérêt moyen de 10,7 %, échéant de 2002 à 2016	89 665	102 775	192 440	202 616
Effets à payer et autres dettes, taux d'intérêt variant selon le taux préférentiel	49 246	21 477	70 723	69 710
	540 544	851 996	1 392 540	1 461 378
Emprunts de construction, taux d'intérêt variant selon le taux préférentiel	13 307	–	13 307	11 842
Obligations relatives aux biens loués, échéant de 2001 à 2009, déduction faite des intérêts théoriques	–	10 628	10 628	13 107
	553 851	862 624	1 416 475	1 486 327
Moins montant échéant en dedans d'un an	20 491	72 284	92 775	93 892
	533 360 \$	790 340 \$	1 323 700 \$	1 392 435 \$

La Société a plafonné le taux d'intérêt sur 10 000 \$ de sa marge de crédit d'exploitation à long terme à 6,84 % grâce à une convention d'échange de taux d'intérêt de trois ans. La Société a plafonné le taux d'intérêt sur 104 600 \$ de sa dette à long terme à 8,0 % pour deux ans et a fixé le taux d'intérêt sur 586 900 \$ de sa dette à long terme à 7,9 % pour cinq ans grâce à une convention d'échange de taux d'intérêt.

Certains emprunts de construction sont garantis par une charge de premier rang sur le terrain et les immeubles en construction. Ces emprunts seront à renégocier à différentes dates en 2000. La Société prévoit les refinancer au moyen d'emprunts à long terme.

La dette à long terme est garantie par les terrains, les immeubles, une charge spécifique sur certains éléments d'actif et par d'autres biens, comme l'explique la note 7. Les versements sur la dette à long terme et les obligations relatives aux biens loués des cinq prochains exercices sont les suivants :

	Dettes à long terme	Obligations relatives aux biens loués
2001	90 903 \$	1 872 \$
2002	137 695	1 808
2003	118 585	1 463
2004	127 254	1 378
2005	116 570	1 071

Contrats de location-exploitation Les paiements de location minimums annuels cumulés exigibles en vertu des contrats de location-exploitation à verser par la Société et ses filiales sont d'environ 142 000 \$.

9. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé	Nombre d'actions
Actions privilégiées d'une valeur nominale de 25 \$ chacune, à émettre en série en tant que catégorie. Actions de série 2, rachetables au gré de la Société, dividende cumulatif équivalent à 75 % du taux préférentiel. Actions de série 3, rachetables au gré de la Société, dividende cumulatif de 8 %.	34 261 305
Actions de catégorie A sans droit de vote, sans valeur nominale	136 583 367
Actions ordinaires de catégorie B, avec droit de vote, sans valeur nominale	20 400 000

Émis et en circulation	2000		1999	
	N ^{bre} d'actions		N ^{bre} d'actions	
Actions privilégiées, série 2	976 900	24 422 \$	976 900	24 422 \$
Actions privilégiées, série 3	262 352	6 559	262 352	6 559
Actions de catégorie A sans droit de vote	15 325 929	178 865	21 684 406	251 440
Actions ordinaires de catégorie B	17 448 728	7 748	17 448 728	7 748
		217 594		290 169
Prêts à recevoir d'employés et d'administrateurs en vertu du régime d'achat d'actions de la Société		(5 498)		(5 029)
		212 096 \$		285 140 \$

En 1999, la Société a acheté aux fins d'annulation 200 000 actions privilégiées de série 2 pour 4 960 \$.

Au cours de l'exercice, la Société a acheté 6 478 750 actions de catégorie A sans droit de vote. Le prix d'achat s'élevait à 215 209 \$, y compris 250 \$ de frais. La somme de 140 250 \$ du prix d'achat a été imputée aux bénéfices non répartis.

Le 11 mars 1999, la Société a émis 2 000 000 d'actions de catégorie A sans droit de vote pour 58 000 \$ en espèces. Les frais d'émission ont totalisé 2 429 \$ après recouvrement des impôts sur le revenu de 241 \$.

Au cours de l'exercice, 63 004 (35 000 en 1999) droits d'option d'achat ont été exercés de sorte que 63 004 (35 000 en 1999) actions de catégorie A sans droit de vote ont été émises pour 826 \$ (459 \$ en 1999). Les détenteurs de droits d'option d'achat peuvent acheter des actions de catégorie A sans droit de vote à 13,11 \$ l'action. Les droits d'option d'achat viennent à échéance entre juin 2000 et octobre 2006. Au 30 avril 2000, 123 875 droits d'option d'achat étaient en circulation.

Pendant l'exercice, 57 269 (113 500 en 1999) actions de catégorie A sans droit de vote ont été émises en vertu du régime d'achat d'actions de la Société à certains administrateurs et employés pour 1 558 \$ (2 936 \$ en 1999), soit le cours moyen d'actions de catégorie A sans droit de vote à la bourse de Toronto pour les cinq jours de bourse précédents.

Les prêts à recevoir d'administrateurs et d'employés en vertu du régime d'achat d'actions pour un montant de 5 498 \$ (5 029 \$ en 1999) ont été présentés en réduction de l'avoir des actionnaires. Le capital-actions augmentera d'un montant correspondant aux encaissements des prêts. Les prêts sont sans intérêt, sans recours et sont garantis par 277 831 (311 193 en 1999) actions de catégorie A sans droit de vote. La valeur du marché des actions au 30 avril 2000 était de 8 918 \$ (8 247 \$ en 1999).

Dans certaines circonstances, lorsqu'une offre (telle que définie dans les conditions des actions) est formulée pour l'achat d'actions ordinaires de catégorie B, les détenteurs des actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir une offre subséquente au prix par action le plus élevé versé en vertu de ladite offre d'achat des actions ordinaires de catégorie B.

10. REVENUS DE PLACEMENTS

	2000	1999
Revenus de dividendes et d'intérêts	345 \$	3 190 \$
Participation aux bénéfices d'autres sociétés comptabilisée à la valeur de consolidation	37 888	34 097
	38 233 \$	37 287 \$

11. IMPÔTS SUR LE REVENU

Le taux effectif d'impôts sur le revenu de la Société diffère des taux statutaires du fait que certains éléments ne sont pas déductibles d'impôts, de la part du revenu provenant des sociétés comptabilisées à la valeur de consolidation et des dividendes reçus qui ne sont pas imposables et de l'impôt sur les grandes sociétés de 3 917 \$ (3 131 \$ en 1999).

12. ÉLÉMENTS SANS EFFET SUR LES LIQUIDITÉS

	2000	1999
Amortissement	121 416 \$	93 878 \$
Amortissement de l'écart d'acquisition	20 012	9 842
Impôts sur le revenu reportés	64 718	(2 084)
Amortissement des éléments reportés	8 288	(846)
Participation aux bénéfices d'autres sociétés, après dividendes reçus	(28 332)	(24 988)
Participation minoritaire	25 763	4 823
Gain résultant d'une dilution à l'émission d'actions ordinaires par une filiale	-	(79 887)
Charges de réorganisation, après des impôts de 38 017 \$ et une participation minoritaire de 18 015 \$	-	29 111
Gain résultant de la cession de propriétés pétrolières et gazières, après des impôts sur le revenu de 2 771 \$	-	(3 830)
Réduction de la valeur comptable des biens immobiliers, après des impôts sur le revenu de 1 954 \$	-	2 403
	211 865 \$	28 422 \$

13. COENTREPRISES DANS LE DOMAINE IMMOBILIER

Les états financiers comprennent la quote-part de la Société dans les comptes des coentreprises constituées et non constituées en société. Ces montants se résument comme suit :

	2000	1999
Actif	14 594 \$	16 264 \$
Passif	632 \$	2 066 \$
Avoir et avances	13 692	14 198
	14 594 \$	16 264 \$
Revenus	4 148 \$	3 043 \$
Dépenses	2 330	2 166
Bénéfices avant impôts sur le revenu	1 818 \$	877 \$
Liquidités provenant d'(utilisées pour des)		
activités d'exploitation	3 428 \$	(655) \$
activités de financement	(1 280)	1 032
	2 148 \$	377 \$

14. INFORMATION SECTORIELLE

	2000	1999
Revenus		
Alimentation		
Distribution alimentaire	8 936 259 \$	5 173 516 \$
Services alimentaires	2 069 890	1 058 322
	11 006 149	6 231 838
Immobilier		
Externe	112 351	107 750
Intersectoriel	44 709	40 275
	157 060	148 025
Autres activités	45 995	38 063
	11 209 204	6 417 926
Élimination	(44 709)	(40 275)
	11 164 495 \$	6 377 651 \$
Bénéfice d'exploitation		
Alimentation		
Distribution alimentaire	231 785 \$	103 477 \$
Services alimentaires	33 801	17 602
	265 586	121 079
Immobilier	70 071	65 061
Autres activités	5 730	4 455
Revenus de placements	38 233	37 287
Charges du siège social	(5 441)	(4 969)
	374 179 \$	222 913 \$
Éléments d'actif identifiables		
Alimentation		
Distribution alimentaire	1 776 427 \$	1 752 669
Services alimentaires	365 994	377 644
Écart d'acquisition	714 871	734 335
	2 857 292	2 864 648
Immobilier	846 584	728 553
Placements	405 678	384 371
Autres	61 553	45 926
	4 171 087 \$	4 023 498 \$
Amortissement		
Alimentation		
Distribution alimentaire	86 529 \$	64 915 \$
Services alimentaires	11 526	7 500
	98 055	72 415
Immobilier	19 914	18 275
Charges du siège social et autres	3 447	3 188
	121 416 \$	93 878 \$
Dépenses en immobilisations		
Alimentation		
Distribution alimentaire	171 057 \$	199 547 \$
Services alimentaires	14 715	16 680
	185 772	216 227
Immobilier	52 666	55 717
Charges du siège social et autres	8 289	4 100
	246 727 \$	276 044 \$

La Société exerce la majeure partie de ses activités dans trois secteurs : la distribution alimentaire, les services alimentaires et l'immobilier. Le secteur de la distribution alimentaire comprend la distribution de produits alimentaires au Canada. Le secteur des services alimentaires englobe la distribution auprès des établissements, des chaînes de restaurants et des restaurants indépendants au Canada. Le secteur de l'immobilier veille à la mise en valeur, à la location et à la gestion de centres commerciaux et d'immeubles à bureaux situés principalement dans les provinces de l'Atlantique. Les transactions intersectorielles sont comptabilisées à la valeur marchande.

15. INSTRUMENTS FINANCIERS

Contrats relatifs aux taux d'intérêt La Société a conclu certaines ententes relatives aux taux d'intérêt tel qu'il est mentionné aux notes 7 et 8. La valeur nominale des contrats relatifs aux taux d'intérêt s'approche de la valeur calculée en utilisant les taux d'intérêt en vigueur au 30 avril 2000.

Contrats de change La Société utilise des instruments financiers qui ne sont pas inscrits au bilan, afin de réduire le risque de change sur son placement américain à long terme. Au 30 avril 2000, un montant de 250 000 \$US (250 000 \$US en 1999) était couvert par de tels instruments dont une tranche de 50 000 \$ échéant en 2000, une tranche de 50 000 \$ échéant en 2001 et une autre de 150 000 \$ échéant en 2002. La juste valeur des contrats de change représente le montant que la Société verserait ou recevrait si elle désirait mettre un terme aux contrats. Au 30 avril 2000, la valeur estimative du montant à verser à la résiliation des contrats était, selon les conditions du marché, de 15 700 \$US (13 800 \$US en 1999).

La Société utilise des instruments financiers qui ne sont pas inscrits au bilan afin de réduire le risque de change sur sa dette américaine à long terme. Au 30 avril 2000, un montant de 186 800 \$US était couvert par de tels instruments, dont une tranche de 43 200 \$US échéant en 2002 et une autre de 143 600 \$US, en 2005. La juste valeur des contrats de change représente le montant que la Société verserait ou recevrait si elle désirait mettre un terme aux contrats. Au 30 avril 2000, la valeur estimative du montant à recevoir à la résiliation des contrats était, selon les conditions du marché, de 2 900 \$.

Tous les contrats d'instruments financiers mentionnés ci-dessus ont été établis avec des banques canadiennes de l'annexe 1.

Risque de crédit Il n'y a pas de concentration importante de risque de crédit. L'exposition au risque de crédit est considérée comme normale pour le secteur.

Autres instruments financiers Au 30 avril 2000, la valeur comptable de l'encaisse, des comptes fournisseurs et frais courus, des débiteurs, des impôts sur le revenu à recevoir, des emprunts bancaires et des effets à payer s'approchait de leur juste valeur. La juste valeur des placements au coût et des placements à la valeur de consolidation est de 1 166 059 \$ (757 000 \$ en 1999) comme il est mentionné dans le « Tableau consolidé des placements ». La juste valeur de la dette à long terme est estimée à 1 451 000 \$ (1 625 000 \$ en 1999). On présume que la juste valeur de la dette à long terme à taux d'intérêt variable se rapproche de sa valeur comptable. La juste valeur des autres dettes à long terme a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs à un taux offert pour des dettes d'une échéance et d'une situation de crédit semblables.

16. RÉGIME DE RETRAITE

Les filiales de la Société maintiennent un régime de retraite à cotisations déterminées et des régimes de retraite à prestations déterminées. Les estimations actuarielles actuelles indiquent que les prestations de retraite en vertu du régime à prestations déterminées étaient de 167 975 \$ au 30 avril 2000 et que l'actif des régimes de retraite, selon la méthode de la moyenne mobile des valeurs marchandes, était de 185 768 \$.

17. CHARGES DE RÉORGANISATION ET D'INTÉGRATION

À la suite de l'acquisition du Groupe Oshawa Limitée le 30 novembre 1998, Sobeys Inc. a entrepris un examen exhaustif de son orientation stratégique, des ses installations et des effectifs utilisés dans toutes les activités des entreprises combinées. Cette initiative d'intégration a été entreprise dans le but d'améliorer l'efficacité de l'exploitation, de réduire les coûts et de créer des occasions d'augmenter les revenus. Ce projet, en grande partie terminé en avril 1999, a réuni les groupes d'exécution des deux entités commerciales et a permis de produire un nouveau plan d'affaires pour l'avenir. À la suite de l'initiative d'intégration, la Société a enregistré des charges de 85 143 \$ (29 111 \$ après les impôts et la participation minoritaire) au quatrième trimestre de l'exercice 1999 pour la réorganisation et l'intégration. Le montant restant au passif au 30 avril 2000 s'élève à 56 5000 \$ (69 200 \$ en 1999).

Secteur des services alimentaires Une tranche de 45 200 \$ des charges de réorganisation et d'intégration était liée au secteur des services alimentaires et comprenait la rationalisation des activités ainsi que la modernisation du réseau de distribution. Ces activités ont commencé à la fin de 1999 et se poursuivront jusqu'en 2001. Les coûts de sortie de ces activités se composait d'indemnités de départ et autres engagements à l'égard des employés, d'engagements en vertu de contrats de location pour les locaux fermés et d'autres coûts.

Secteur de la distribution alimentaire Le reste des charges, soit la somme de 39 900 \$, était associé au secteur de la distribution alimentaire. La rationalisation des activités en Ontario comptait pour la majorité de ces charges. Elle comprenait les indemnités de départ et autres engagements à l'égard des employés et d'autres charges résultant de la fermeture de 17 magasins peu rentables en Ontario, du franchisage de 56 magasins de la société et de la rationalisation des activités de certains services en Ontario. Ces activités ont commencé à la fin de 1999 et se poursuivront jusqu'en 2001. Le reste des charges pour le secteur de la distribution alimentaire était attribuable aux indemnités de départ et à d'autres coûts associés à la mise en place des systèmes d'information de Sobeys dans toutes les entités commerciales acquises.

18. PASSIF ÉVENTUEL

Garanties et engagements Au 30 avril 2000, une filiale avait la responsabilité éventuelle de lettres de crédit représentant au total 27 500 \$.

Une filiale a garanti le remboursement de certains emprunts bancaires contractés par ses franchisés. Au 30 avril 2000, ces emprunts s'élevaient à environ 23 300 \$.

Poursuite judiciaire Après la clôture de l'exercice, la filiale Sobeys Inc. a été informée qu'une action en matière de dommages-intérêts avait été déposée contre elle et sa filiale Sobeys Capital Inc. en Ontario par 16 de ses détaillants IGA indépendants. L'action porte sur une présumée violation du contrat de franchisage passé entre ces 16 détaillants et l'ancien Groupe Oshawa Limitée. Cette action réclame des dommages-intérêts généraux et exemplaires pour violation de contrat s'élevant à 262 000 \$. Sobeys Inc. a acheté toutes les actions en circulation du Groupe Oshawa Limitée en décembre 1998 et en janvier 1999, pour ensuite fusionner le Groupe Oshawa Limitée et Sobeys Capital Inc. en mai 1999. Sobeys est en désaccord avec chacune des allégations des 16 détaillants IGA indépendants figurant dans l'action déposée et est d'avis que celle-ci est frivole et n'a aucun mérite. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers en vue de cette action en matière de dommages-intérêts.

19. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Une filiale a réorganisé sa dette et ses facilités de crédit de la façon suivante :

- a) Le 22 juin 2000, un prospectus simplifié a été déposé en vue de l'émission de bons à moyen terme négociables non garantis totalisant 500 000 \$.
- b) La Société a reçu 210 000 000 \$ en espèces à la suite d'une titrisation de créances. Cette somme servira au remboursement de la dette existante.
- c) La Société a négocié une nouvelle facilité de crédit non garantie de 550 000 \$ composée de 250 000 \$ de dette non renouvelable dont le remboursement est échelonné sur cinq ans, et de 300 000 \$ de marge de crédit renouvelable.

20. DONNÉES COMPARATIVES

Les données comparatives ont été reclassées, au besoin, afin de les rendre conformes à la présentation des états financiers de l'exercice courant.

Tableau consolidé des placements

<i>Au 30 avril 2000</i>	Nombre	Valeur de
Société	d'actions	réalisation <i>(en milliers de dollars)</i>
PLACEMENTS À LONG TERME		
Hannaford Bros. Co. <i>(note 2)</i>	10 418 565	1 116 060 \$
Wajax Limitée	7 452 994	35 029
Placements à la valeur de consolidation		1 151 089
PLACEMENTS À COURT TERME		
Placements inscrits		11 909
Placements non inscrits, au coût		3 061
		14 970
		1 166 059 \$

La valeur de réalisation est la valeur à la cote des actions inscrites à une bourse reconnue, et le coût, qui est inférieur à la juste valeur marchande, dans le cas des autres placements.

Examen financier des onze derniers exercices

<i>(exercices terminés en)</i>	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990
<i>Exploitation (en millions de dollars)</i>											
Revenus	11 164,5	6 377,7	3 320,0	3 149,7	2 915,2	2 699,5	2 577,4	2 358,4	2 235,5	2 087,9	1 803,7
Coût des produits vendus et frais de vente et d'administration	10 701,1	6 098,2	3 127,1	2 971,9	2 746,0	2 521,5	2 409,9	2 209,6	2 101,4	1 959,7	1 689,1
	457,4	279,5	192,9	177,8	169,2	178,0	167,5	148,8	134,1	128,2	114,6
Amortissement	121,4	93,9	68,6	63,6	59,1	55,5	49,9	44,1	39,6	33,9	28,7
Bénéfice d'exploitation avant revenus de placements	336,0	185,6	124,3	114,2	110,1	122,5	117,6	104,7	94,5	94,3	85,9
Revenu de placement	38,2	37,3	41,3	35,6	32,7	30,1	27,0	27,6	21,1	28,1	28,4
Bénéfice d'exploitation	374,2	222,9	165,6	149,8	142,8	152,6	144,6	132,3	115,6	122,4	114,3
Gain (perte) sur cession de biens immobiliers et de placements	3,0	37,8	6,5	1,4	2,1	(2,8)	5,4	1,7	0,2	0,8	-
Bénéfice avant intérêts débiteurs et impôts sur le revenu	377,2	260,7	172,1	151,2	144,9	149,8	150,0	134,0	115,8	123,2	114,3
Intérêts débiteurs	159,5	112,4	76,7	79,2	87,7	89,3	81,4	73,4	76,1	76,8	68,6
Impôts sur le revenu	80,5	48,6	25,1	16,9	13,7	16,8	19,4	15,6	11,0	12,0	10,4
Participation minoritaire	38,3	9,5	-	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	1,5	2,7	3,3
Bénéfice provenant d'activités en cours, avant l'écart d'acquisition et autres éléments	98,9	90,2	70,3	54,7	43,0	43,2	48,7	44,7	27,2	31,7	32,0
Écart d'acquisition	12,1	6,0	1,8	1,8	0,9	2,0	0,8	0,6	0,6	0,6	0,4
Autres éléments/activités abandonnées	-	50,8	19,3	-	(20,4)	-	-	(15,6)	(5,6)	(16,7)	(23,0)
Bénéfice net	86,8	135,0	87,8	52,9	21,7	41,2	47,9	28,5	21,0	14,4	8,6
Fonds provenant de l'exploitation	272,4	303,2	133,1	107,2	85,2	103,0	68,0	66,2	67,1	38,2	58,0
Dépenses en immobilisations	246,7	276,0	137,5	82,7	125,7	120,1	98,1	40,5	93,0	97,5	77,4
<i>Situation financière (en millions de dollars)</i>											
Fonds de roulement net (incluant les placements négociables)	(342,3)	(217,9)	153,1	128,8	178,5	183,6	204,3	240,4	189,6	228,0	256,1
Biens immobiliers et matériel	1 740,3	1 689,7	1 069,0	1 001,9	1 004,5	968,8	909,9	714,5	720,3	673,4	583,7
Total de l'actif	4 171,1	4 023,5	1 907,2	1 797,4	1 731,4	1 761,1	1 696,9	1 426,5	1 421,9	1 402,0	1 291,4
Dette à long terme (excluant la situation courante)	1 323,7	1 392,4	616,6	606,8	656,1	648,0	633,6	514,9	472,6	430,7	386,7
Avoir des actionnaires	602,8	737,7	558,3	479,6	474,9	469,5	447,9	401,6	398,9	398,0	417,8
<i>Données par action (montant par action)</i>											
Bénéfice provenant d'activités en cours, avant l'écart d'acquisition et autres éléments	2,57	2,35	1,81	1,33	0,96	0,93	1,09	0,98	0,44	0,49	0,52
Bénéfice net (perte nette)	2,25	3,55	2,33	1,33	0,41	0,93	1,09	0,52	0,28	0,01	(0,17)
Fonds provenant de l'exploitation	7,86	4,31	2,97	2,54	2,22	2,17	2,33	2,11	1,57	1,32	1,23
Dividendes versés											
Actions de catégorie A sans droit de vote	0,28	0,2725	0,2425	0,22	0,215	0,20	0,20	0,18	0,16	0,16	0,16
Actions ordinaires de catégorie B	0,28	0,2725	0,2325	0,18	0,165	0,12	0,12	0,09	0,06	0,06	0,06
Valeur comptable	17,45	18,06	14,12	11,86	10,48	10,24	9,59	7,66	7,35	7,23	7,29
<i>Ratios financiers</i>											
Rendement des capitaux propres – activités en cours avant les éléments inhabituels	13,0 %	13,4 %	13,9 %	11,9 %	9,3 %	9,4 %	12,2 %	12,7 %	5,9 %	6,6 %	7,1 %
Rendement des capitaux propres	13,3 %	21,7 %	17,9 %	11,9 %	3,9 %	9,4 %	12,2 %	6,8 %	3,7 %	0,1 %	-2,3 %
<i>Cours des actions de catégorie A sans droit de vote (montant par action)</i>											
Haut	33,95	32,55	28,50	15,70	15,75	16,50	17,75	14,75	13,75	13,50	17,50
Bas	24,65	25,00	15,60	12,25	11,50	13,00	12,25	10,00	11,00	8,75	12,25
Clôture	32,10	26,00	27,25	15,70	12,30	13,38	16,13	14,25	12,63	11,88	12,50

Renseignements sur la Société et ses administrateurs

Dirigeants

DONALD R. SOBEY
Président du Conseil

PAUL D. SOBEY
Président et chef de la direction

PAUL V. BEESLEY
Vice-président principal, chef des services financiers et secrétaire

STEWART H. MAHONEY
Vice-président, trésorerie et relations avec les investisseurs

CAROL A. CAMPBELL
Vice-président, gestion des risques

CHESTER D. THOMPSON
Contrôleur

Administrateurs dirigeants

DAVID F. SOBEY⁴
New Glasgow (Nouvelle-Écosse)
Administrateur depuis 1963.
Président du Conseil de Sobeys Inc. Au service de la Société depuis 48 ans.

DONALD R. SOBEY⁴
New Glasgow (Nouvelle-Écosse)
Administrateur depuis 1963.
Président du Conseil d'Empire Company Limited. Au service de la Société depuis 42 ans.

FRANK C. SOBEY
Stellarton (Nouvelle-Écosse)
Administrateur depuis 1990.
Président du Conseil d'Atlantic Shopping Centres Limited. Au service de la Société depuis 22 ans.

JOHN R. SOBEY
Stellarton (Nouvelle-Écosse)
Administrateur depuis 1979.
Président et chef de l'exploitation de Sobeys Inc. Au service de la Société depuis 31 ans.

PAUL D. SOBEY
New Glasgow (Nouvelle-Écosse)
Administrateur depuis 1993.
Président et chef de la direction d'Empire Company Limited. Au service de la Société depuis 18 ans.

ROBERT G. SOBEY
Stellarton (Nouvelle-Écosse)
Administrateur depuis 1998.
Directeur, planification et analyse de Sobeys Inc. Au service de la Société depuis 11 ans.

DOUGLAS B. STEWART
New Glasgow (Nouvelle-Écosse)
Administrateur depuis 1992.
Vice-président du Conseil et chef de la direction de Sobeys Inc. Au service de la Société depuis 10 ans.

Administrateurs indépendants

JOHN BRAGG⁴
Collingwood (Nouvelle-Écosse)
Administrateur depuis 1999.
Directeur et président d'Oxford Frozen Foods Ltd.

SIR GRAHAM DAY^{1,5}
Hantsport (Nouvelle-Écosse)
Administrateur depuis 1991.
Conseiller juridique, Stewart McKelvey Stirling Scales.

ROBERT P. DEXTER^{4,6}
Halifax (Nouvelle-Écosse)
Administrateur depuis 1987.
Président du Conseil et chef de la direction de Maritime Travel (Group) Limited.

PETER C. GODSOE²
Toronto (Ontario)
Administrateur depuis 1993.
Président du Conseil et chef de la direction de la Banque de la Nouvelle-Écosse.

JAMES W. GOGAN²
New Glasgow (Nouvelle-Écosse)
Administrateur depuis 1972.
Directeur d'entreprise.

ELIZABETH PARR-JOHNSTON, PH. D.²
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
Administratrice depuis 1994.
Présidente et vice-chancelière, Université du Nouveau-Brunswick.

JAMES L. MOODY, JR.³
Cape Elizabeth (Maine)
Administrateur depuis 1998.
Directeur d'entreprise.

E. COURTNEY PRATT^{4,6}
Toronto (Ontario)
Administrateur depuis 1995.
Président et chef de la direction, Hydro One Networks Inc.

J. WILLIAM SINCLAIR⁴
Westville (Nouvelle-Écosse)
Administrateur depuis 1980.
Technicien en sylviculture

- 1 Président du comité de vérification
- 2 Membre du comité de vérification
- 3 Président du comité des ressources humaines
- 4 Membre du comité des ressources humaines
- 5 Président du comité de régie d'entreprise
- 6 Membre du comité de régie d'entreprise

Administrateurs des sociétés en exploitation**Sobeys Inc. Administrateurs dirigeants**

DAVID F. SOBEY
Président du Conseil, Sobeys Inc.

DONALD R. SOBEY
Président du Conseil, Empire Company Limited

JOHN R. SOBEY
Président et chef de l'exploitation, Sobeys Inc.

KARL R. SOBEY
Président, division de l'Atlantique

PAUL D. SOBEY
Président et chef de la direction, Empire Company Limited

DOUGLAS B. STEWART
Vice-président du Conseil et chef de la direction, Sobeys Inc.

Administrateurs indépendants

JOHN L. BRAGG
Président, Oxford Frozen Foods Limited

MARCEL CÔTÉ
Associé principal, Secor Inc.

SIR GRAHAM DAY
Conseiller juridique, Stewart McKelvey Sterling Scales

ROBERT P. DEXTER
Président du Conseil et chef de la direction, Maritime Travel (Group) Limited

HUGH G. FARRINGTON
Président et chef de la direction, Hannaford Bros. Co.

RONALD V. JOYCE
Président principal du Conseil, The TDL Group Limited

LAWRENCE N. STEVENSON
Chef de la direction, Chapters Inc.

ANNETTE VERSCHUREN
Présidente, Home Depot Canada

Atlantic Shopping Centres Limited**Administrateurs dirigeants**

J. STUART BLAIR
Président et chef de la direction, Atlantic Shopping Centres Limited

DAVID F. SOBEY
Président du Conseil, Sobeys Inc.

DONALD R. SOBEY
Président du Conseil, Empire Company Limited

FRANK C. SOBEY
Président du Conseil, Atlantic Shopping Centres Limited

JOHN R. SOBEY
Président et chef de l'exploitation, Sobeys Inc.

PAUL D. SOBEY
Président et chef de la direction, Empire Company Limited

Administrateurs indépendants

KEN C. ROWE
Président du Conseil et chef de la direction, IMP Group Ltd.

DAVID J. HENNIGAR
Président du Conseil, Annapolis Basin Group Incorporated

JOHN B. ROY
Président, Roycom Securities Ltd.

DAVID C. GRAHAM
Président, Atlantic Developments Inc.

Dirigeants des sociétés en exploitation**Sobeys Inc.**

DAVID F. SOBEY
Président du Conseil

DOUGLAS B. STEWART
Vice-président du Conseil et chef de la direction

JOHN R. SOBEY
Président et chef de l'exploitation

ALLAN D. ROWE
Vice-président directeur et chef des services financiers

KARL R. SOBEY
Président, division de l'Atlantique

PIERRE CROTEAU
Président, division du Québec

BRUCE WEST
Président, division de l'Ontario

WAYNE A. WAGNER
Président, division de l'Ouest

GARY H. SEAMAN
Président, Services alimentaires SERCA inc.

JOHN K. LYNN
Vice-président directeur, planification et développement

DARREL R. EWERT
Conseiller général et secrétaire

Atlantic Shopping Centres Limited

FRANK C. SOBEY
Président du Conseil

J. STUART BLAIR
Président et chef de la direction

JOHN G. MORROW
Vice-président, finances et secrétaire

ALLAN K. MACDONALD
Vice-président, location

SCOTT R. MACLEAN
Vice-président, exploitation

PAUL W. WIGGINTON
Contrôleur

Empire Theatres Limited

STUART G. FRASER
Président et chef de la direction

KEVIN J. MACLEOD
Vice-président, exploitation

Renseignements à l'intention des investisseurs

Empire Company Limited

Siège social
115, rue King
Stellarton (Nouvelle-Écosse)
B0K 1S0
Téléphone : (902) 755-4440
Télécopieur : (902) 755-6477
Sites Web : www.empireco.ca
www.emp-a.com

Relations avec les investisseurs

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à la Société, à l'attention de Stewart H. Mahoney, vice-président, trésorerie et relations avec les investisseurs.

Sites Web de Sociétés affiliées

www.sobeys.ca
www.sobeys.com
www.empiretheatres.com

Assemblée annuelle des actionnaires

Le 7 septembre 2000, à 11 h 00
Aberdeen Cinemas
610, chemin East River
New Glasgow (Nouvelle-Écosse)

Inscriptions en bourse

Bourse de Toronto

Symboles boursiers

Actions de catégorie A sans droit de vote – EMP.A
Actions privilégiées :
Série 2 – EMP.PR.B
Série 3 – EMP.PR.C

Volume moyen des opérations quotidiennes (Bourse de Toronto)

34 000

Dates des relevés des dividendes ordinaires versés et dates de versement pour l'exercice 2001*

Date des relevés	Date de versement
Le 14 juillet 2000	Le 31 juillet 2000
Le 13 octobre 2000	Le 31 octobre 2000
Le 15 janvier 2001	Le 31 janvier 2001
Le 13 avril 2001	Le 30 avril 2001

*Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

Actions en circulation

Au 7 juillet 2000

Actions ordinaires de catégorie A sans droit de vote	15 340 529
Droits d'option à exercer avec les actions ordinaires de catégorie A	109 275
Actions ordinaires de catégorie B avec droit de vote	17 448 728

Agents de transfert

Compagnie Montréal Trust du Canada
Téléphone : (902) 420-2211
Actions de catégorie A sans droit de vote
Actions privilégiées de série 3
CIBC Mellon Trust Company
Téléphone : (902) 420-3821
Actions privilégiées de série 2

Banques

Banque de Montréal
Banque de la Nouvelle-Écosse
Banque Canadienne Impériale de Commerce
Banque nationale du Canada
Banque Royale du Canada
Banque Toronto-Dominion

Avocats

Stewart McKelvey Stirling Scales
Halifax (Nouvelle-Écosse)

Vérificateurs

Grant Thornton s.r.l.
New Glasgow (Nouvelle-Écosse)

Envois multiples

Il se peut que les actionnaires ayant plus d'un compte reçoivent un exemplaire du rapport annuel pour chaque compte. Le cas échéant, veuillez communiquer avec la Compagnie Montréal Trust en composant le (902) 420-2211 afin de mettre fin aux envois multiples.

English Annual Report

To obtain an English copy of this annual report, please write to us at:
Empire Company Limited
Investor Relations
115 King Street
Stellarton, Nova Scotia
B0K 1S0

Énoncé de mission

Objectif : Empire s'engage à offrir une plus-value aux actionnaires grâce à une rentabilité et une croissance à long terme en devenant un chef de file dans ses principaux secteurs d'activité et en investissant dans les occasions propres à favoriser cet accroissement de valeur.

Méthode : Empire atteindra cet objectif en traitant ses employés de façon à offrir un service à la clientèle et un rendement hors pair aux actionnaires.


Valeurs : Empire est dévouée à être socialement responsable et à respecter les normes les plus rigoureuses en matière d'intégrité et de déontologie.

Régie d'entreprise

Il incombe au Conseil d'administration de voir à la régie d'entreprise, une responsabilité dont il s'acquitte grâce à trois comités : le comité de régie d'entreprise, le comité des ressources humaines et le comité de vérification. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les pratiques de régie de la Société, voir la circulaire d'information de la direction d'Empire de 2000.

Engagement envers la collectivité

Empire joue un rôle actif au sein des collectivités où elle est présente par l'entremise du bénévolat prodigué par ses employés et du soutien financier assuré chaque année par la fondation Sobey. La Société est membre de Imagine, programme de bienfaisance des entreprises. Elle parraine ainsi de nombreuses œuvres de bienfaisance grâce à ses sociétés affiliées, y compris le programme populaire « Tap Saver » et l'événement annuel « Course à la vie » organisé en appui à la recherche contre le cancer du sein.

Imagine  Une entreprise généreuse



Cavalier de l'armée canadienne, 1917

A.J. Munnings, R. A. (Britannique, 1878–1959)

Peinture à l'huile

Empire Company Limited a l'habitude de reproduire dans ses rapports annuels des œuvres d'art canadiennes provenant de la collection Sobey.

Alfred James Munnings, artiste peintre excentrique et prolifique, est sans aucun doute l'artiste britannique du vingtième siècle le plus réputé pour ses œuvres équestres. Quoiqu'il devint accidentellement aveugle d'un œil en 1899, il fut tout de même recruté dans le cadre du Fonds de souvenirs de guerre canadiens en 1917. Comptant parmi les nombreux artistes retenus pour illustrer l'effort de guerre canadien, il choisit de partager l'inconfort et le danger de la vie au front des hommes et des chevaux de la Brigade de cavalerie canadienne et du Corps forestier canadien en France.

Pour l'artiste, les expériences qu'il vécut au sein des régiments canadiens furent parmi les événements les plus enrichissants de sa vie. Sur le point de devenir riche et célèbre, Munnings a peint ce cavalier canadien en grand uniforme, en France.

Des reproductions en couleurs du tableau ci-dessus sont disponibles en quantité limitée. Pour en faire la demande, veuillez nous écrire directement, à l'attention de « The Sobey Art Foundation », ou visitez nos sites Web : www.empireco.ca www.emp-a.com.